

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

COFIDIS GROUP

Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance
au capital de 32 965 993,35 euros
Siège social : Parc de la Haute Borne, 61 avenue Halley
59866 Villeneuve d'Ascq Cedex
RCS Lille Métropole 378 176 291

Comptes annuels au 31 décembre 2025 approuvés par l'assemblée générale ordinaire annuelle et extraordinaire du 26 mai 2026

A. — Comptes sociaux**I. — Bilan**

(En milliers d'euros)

Actif (en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Caisses, banques centrales	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0	0
Créances sur les établissements de crédit	6 578	2 613
<i>A vue</i>	6 578	2 613
<i>A terme</i>	0	0
Opérations avec la clientèle	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe	0	0
Actions et autres titres à revenu variable	0	0
Participations et autres titres détenus	0	0
A long terme		
Actifs d'impôts courants	0	0
Parts dans les entreprises liées	959 669	1 040 269
Immobilisations incorporelles	29	29
Immobilisations corporelles	0	0
Autres actifs	1	6 408
Comptes de régularisation	20	29
Total actif	966 298	1 049 349

Passif (en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Dettes envers les établissements de crédit	828 729	777 347
<i>A vue</i>	1 422	501
<i>A terme</i>	827 307	776 846
Opérations avec la clientèle	0	0
Dettes représentées par un titre	0	0
<i>Titres de créances négociables</i>	0	0
<i>Emprunts obligataires</i>	0	0
Passifs d'impôts courants	0	1 406
Autres passifs	13	107
Comptes de régularisation	964	845
Provisions pour risques et charges	0	0
Provisions règlementées	6 164	6 164
Dettes subordonnées	0	0
Fonds pour risques bancaires généraux	0	0
Capitaux propres hors frbg	263 480	271 688
<i>Capital souscrit</i>	31 794	31 794
<i>Primes d'émission</i>	80 864	80 864
<i>Réserves</i>	3 639	3 639
<i>Report à nouveau</i>	147 182	155 391
<i>Acompte dividende répartis en instance d'affectation</i>	0	0
Résultat de l'exercice	-133 052	-8 209
Total passif	966 298	1 049 349

Hors bilan (en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
<u>Engagements donnés</u>	0	0
Engagements de financement	0	0
- d'établissements de crédit	0	0
- de la clientèle		
Engagements de garantie	0	0
- d'établissements de crédit	0	0
- de la clientèle		
<u>Engagements reçus</u>	181 000	5 000
Engagements de financement	0	0

- d'établissements de crédit	0	0
- de la clientèle	0	0
Engagements de garantie	0	0
- d'établissements de crédit	0	0
- de la clientèle	0	0
Engagements sur instruments financiers a terme	181 000	5 000
- Instruments de taux d'intérêt	181 000	5 000

II. — Compte de résultat

(en milliers d'euros)	31/12/2025	31/12/2024
Intérêts et produits assimilés	1 086	800
<i>sur opérations avec les établissements de crédit</i>	<i>1 086</i>	<i>800</i>
<i>sur opérations avec la clientèle</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>sur obligations et autres titres à revenu fixe</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>les autres intérêts et produits assimilés</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Intérêts et charges assimilées	-20 333	-18 080
<i>sur opérations avec les établissements de crédit</i>	<i>-20 333</i>	<i>-18 080</i>
<i>sur opérations avec la clientèle</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>sur obligations et autres titres à revenu fixe</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
<i>les autres intérêts et charges assimilées</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Revenus des titres a revenu variable	0	0
Commissions (produits)	0	0
Commissions (charges)	0	0
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles	-111 600	0
De placement et assimilés		
Autres produits d'exploitation bancaire	0	0
Autres charges d'exploitation bancaire	0	0
Produit net bancaire	-130 848	-17 281
Charges générales d'exploitation	-2 204	-1 925
Dotations aux amortissements et aux provisions	0	0
Sur immobilisations incorporelles et corporelles		
Résultat brut d'exploitation	-133 052	-19 205
Coût du risque	0	0
Résultat d'exploitation	-133 052	-19 205
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	0
Résultat courant avant impôt	-133 052	-19 205
Résultat exceptionnel	0	0
Impôt sur les bénéfices	0	10 997
Dotations/reprises de frbg et provisions réglementées	0	0
Résultat net	-133 052	-8 209

III. — Affectation du résultat

L'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle des actionnaires décide d'affecter le résultat social net comptable de l'exercice écoulé faisant ressortir une perte de 133 051 811,55 euros, de la façon suivante :

- Report à nouveau au 31.12.25	147 182 446,36 €
- Perte de l'exercice	-133 051 811,55 €
Formant un distribuable de	14 130 634,81 €
- En report à nouveau	14 130 634,81 €

Nous vous rappelons que les dividendes versés au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

L'Assemblée Générale des actionnaires prend acte que les dividendes versés au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

Au titre de l'exercice	Dividende éligible à l'abattement fiscal de 40 %	Dividende non éligible à l'abattement fiscal de 40 %
2022	-	-
2023	-	-
2024	-	-

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

IV. — Annexe aux comptes sociaux**Exercice 2025****I - Principes, règles et méthodes comptables**

- Les comptes sociaux de Cofidis Group SA sont établis conformément aux principes comptables généraux et aux règlements de l'Autorité des normes comptables (ANC) dont le règlement 2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire. Ce dernier intègre la suppression des transferts de charges, telle qu'introduite par le règlement ANC 2023-03 qui s'applique pour la première fois à l'exercice 2025 et qui n'a pas d'impacts sur les comptes individuels de Cofidis Group SA. Les conventions comptables générales appliquées à Cofidis Group SA sont dans le respect du principe de prudence :

- la continuité de l'exploitation,
- la permanence des méthodes,
- l'indépendance des exercices.

- Les comptes ont été établis conformément aux dispositions réglementaires, en particulier, telles qu'elles sont prévues par le règlement du Comité de la Réglementation Comptable n° 2000-03 modifié par le CRC 2005-04 relatif à la présentation des documents de synthèse individuels des entreprises relevant du Comité de Réglementation Bancaire et Financière.

- Aucune dérogation n'a été effectuée quant aux règles et méthodes générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

II – Faits marquants

Les faits marquants de cet exercice sont les suivants :

- L'Assemblée Générale de Monabanq a décidé d'augmenter le capital d'une somme de 31 000 000 euros en septembre 2025 pour le porter à 65 000 000 euros, par émission de 1 937 500 actions nouvelles de 16 euros chacune.

Puis l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé de réduire le capital social de 31 000 000 euros, pour le ramener à la somme de 34 000 000 euros par dotation à un compte de réserve indisponible. Cette réserve de 31 000 000 euros est spécialement constituée à l'unique effet de permettre à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle d'imputer sur cette réserve la perte de l'exercice 2025 et des exercices antérieurs. L'assemblée générale extraordinaire décide de réaliser cette réduction du capital par voie d'annulation de 1 937 500 actions appartenant à Cofidis Group.

- Crédit Mutuel Alliance Fédérale, à travers la Banque Fédérative du Crédit Mutuel, a acquis le 11 avril 2024 une participation additionnelle de 20 % de Cofidis Group. La prise de contrôle à plus de 95 % par sa mère a entraîné la cessation, au 1^{er} janvier 2025, du groupe d'intégration fiscale dont Cofidis Group était la tête. A cette même date, Cofidis Group a intégré le groupe d'intégration fiscale de la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel.

III - Notes sur le bilan

A - Actif

1 – Créances sur les établissements de crédit

Au 31 décembre 2025, ce poste se présente de la manière suivante :

<i>(En milliers d'euros)</i>	2025	2024
Compte courant BFCM	6 578	2 613
Intérêts courus sur compte courant BFCM	0	0
Appels de marge	0	0
Total	6 578	2 613

2 – Actifs d'impôts courants

Au 31 décembre 2025, ce poste se présente de la manière suivante :

<i>(En milliers d'euros)</i>	2025	2024
Groupe Fiscal - Créance envers l'Etat	0	0
Groupe Fiscal – Acomptes versés	0	0
Groupe Fiscal – IS	0	0
Total	0	0

3 – Parts dans les entreprises liées

Au 31 décembre 2025, ce poste se présente de la manière suivante :

<i>(En milliers d'euros)</i>	Capitaux propres hors résultat	Capital social	Actions détenues	Quote part (%)	Valeur brute comptable	Valeur nette comptable	Dividendes reçus	Prêts et avances	Cautions et avals	Résultat social de l'exercice
Cofidis S.A.	2 457 299	67 500	3 749 999	99,99	750 837	750 837	0	0	0	45 231
Créatis S.A.	386 798	52 900	3 306 248	99,99	119 032	119 032	0	0	0	17 580
Monabanq S.A.	66 851	34 000	2 124 998	99,99	254 129	89 800	0	0	0	- 26 823
Total					1 123 998	959 669	0	0	0	

Ces immobilisations sont comptabilisées à leur prix d'acquisition et évaluées conformément aux dispositions du règlement 90-01 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière modifié par les règlements CRC 2005-01, CRC 2008-07 et CRC 2008-17.

La valeur d'inventaire d'une participation correspond à sa valeur d'utilité pour la société, laquelle est déterminée par une approche DDM (Discounted Dividend Method) sur la base des business plans sur 4 ans (2026 – 2029) de chaque société (hormis Monabanq qui fait l'objet d'un BP jusque 2040), la cinquième année étant une année normative actualisée à l'infinie.

Une dépréciation des titres est comptabilisée en fonction de l'appréciation de la valeur d'utilité des sociétés détenues.

Au 31/12/2025, la provision pour dépréciation des titres de Monabanq s'élève à 164 329 milliers d'euros.

4 – Immobilisations

Le 24 février 2009, 3 Suisses International a apporté par voie d'apport en nature à Cofidis Group SA, un portefeuille de 170 marques d'une valeur de 29 milliers d'euros.

Ces marques sont rattachées à l'exploitation des activités de l'une ou plusieurs des sociétés de Cofidis Group à l'exception des marques « 4 étoiles » et « Partner Card ».

L'évaluation des Marques a été déterminée en prenant en compte notamment les éléments suivants :

- Coût de protection des Marques (taxes de dépôt) auprès des offices concernés ;
- Durée de protection restante jusqu'à échéance des Marques ;
- Notion d'utilisation ou non de la marque. Ce poste se présente de la manière suivante :

<i>(En milliers d'euros)</i>	2025	2024
Immobilisations Incorporelles	29	29
Amortissements Immobilisations Incorporelles	0	0
Total	29	29

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition et sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilité.

5 – Autres actifs et comptes de régularisation

Ce poste se présente de la manière suivante :

<i>(En milliers d'euros)</i>	2025	2024
Comptes débiteurs divers	1	1
Acomptes CVAE	0	0
Solde IS à recevoir - Filiales Intégrées	0	6 407
Charges à payer sur swaps	20	29
Autres comptes	0	0
Total	21	6 437

L'ensemble des créances enregistrées pour ce poste a une échéance à moins d'un an.

B – Passif

1 – Dettes envers les établissements de crédit

Ce poste se présente de la manière suivante :

<i>(En milliers d'euros)</i>	2025	2024
Comptes ordinaires créditeurs	0	0
Comptes et emprunts à terme	824 000	773 000
Dettes rattachées	3 307	3 846
Appels de marge	1 422	501
Total	828 729	777 347

En date d'arrêté du 31/12/2025, le montant total des emprunts s'élève à 824 millions d'euros dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Par date d'échéance :

- 63 millions d'euros sont à échéance en 2026, maturité inférieure à 1 an ;
- 283 millions d'euros à échéance entre 2027 et 2030, maturité supérieure à 1 an et inférieure à 5 ans ;
- 478 millions d'euros à échéance entre 2032 et 2036, maturité au-delà de 5 ans.

- Par contrepartie :

- 201 millions d'euros sont empruntés auprès de la BFCM ;
- 623 millions d'euros sont empruntés auprès de Monabanq, au titre du recyclage de l'épargne disponible.

- Par type de taux :

- 224 millions d'euros sont empruntés en taux variable :
 - 5 millions d'euros sont empruntés en taux variable, Euribor 3 mois, et sont couverts par des swaps emprunteurs taux fixe/prêteur taux variable ;
 - 32 millions d'euros sont empruntés en taux variable, Euribor 3 mois, et sont couverts par des swaps emprunteurs taux fixe/prêteur taux variable ;
 - 8 millions d'euros sont empruntés en taux variable, Euribor 3 mois, et sont couverts par des swaps emprunteurs taux fixe/prêteur taux variable ;
 - 26 millions d'euros sont empruntés en taux variable, Euribor 3 mois, et sont couverts par des swaps emprunteurs taux fixe/prêteur taux variable ;
- 20 millions d'euros sont empruntés en taux variable, Euribor 3 mois, et sont couverts par des swaps emprunteurs taux fixe/prêteur taux variable ;
- 20 millions d'euros sont empruntés en taux variable, Euribor 3 mois, et sont couverts par des swaps emprunteurs taux fixe/prêteur taux variable ;

- 10 millions d'euros sont empruntés en taux variable, Euribor 3 mois, et sont couverts par des swaps emprunteurs taux fixe/prêteur taux variable ;
- 60 millions d'euros sont empruntés en taux variable, Euribor 3 mois, et sont couverts par des swaps emprunteurs taux fixe/prêteur taux variable ;
- 43 millions d'euros sont empruntés en taux variable, Euribor 3 mois ;
- 600 millions d'euros sont empruntés en taux fixe :
 - 302 millions d'euros en taux fixe moyen terme, maturité supérieure à 5 ans ;
 - 278 millions d'euros en taux fixe moyen terme, maturité supérieure à 1 an et inférieure à 5 ans ;
 - 20 millions d'euros en taux fixe moyen terme, maturité inférieure à 1 an ;

A noter aucun remboursement d'emprunt en 2025.

A noter la mise de place de nouveaux emprunts en 2025 :

- un emprunt de 7 millions (échéance 29/04/2036)
- un emprunt de 31 millions (échéance 29/09/2036)
- un emprunt de 13 millions (échéance 30/03/2026)

2 – Autres passifs et comptes de régularisation

Ce poste se présente de la manière suivante :

<i>(En milliers d'euros)</i>	2025	2024
Créditeurs divers	13	36
Produits constatés d'avance	0	0
Intérêts courus sur swaps	44	0
Charges à payer	872	798
Comptes Courants Intégration Fiscale	0	70
Autres comptes	48	48
Total	977	952

Aucune dette inscrite au bilan n'est représentée par des effets de commerce ou assortie d'une garantie réelle.

3 – Passif d'impôts courants

<i>(En milliers d'euros)</i>	2025	2024
Groupe Fiscal - Dette envers l'Etat	0	1 406
Total	0	1 406

4 – Provisions

<i>(En milliers d'euros)</i>	2024	Dotations	Reprises	2025
Provisions risques et charges	0	0	0	0
Provisions réglementées	6 164	0	0	6 164

Les frais d'acquisition de Cofidis SGPS s'élèvent à 6 164 milliers d'euros. Ces frais ont été incorporés au prix de revient des titres de participations et sont amortis fiscalement sur cinq ans à compter de la date d'acquisition des titres.

5 – Capitaux propres

Au 31 décembre 2025, le capital de 31 794 118,35 euros est constitué de 211 960 789 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,15 euro entièrement libérées.

Tableau de la variation des capitaux propres 2024/2025

<i>(En milliers d'euros)</i>	Montant à l'ouverture	Variation annuelle	Distribution Dividendes	Distribution Acompte sur Dividendes	Montant à la clôture
Capital social	31 794				31 794
Primes liées au capital	69				69
Primes d'apport	80 795				80 795
Réserves légales	3 180				3 180
Réserves indisponibles	459				459
Autres réserves distribuables	0				0
Report à nouveau	155 391	- 8 209	0	0	147 182
Résultat 2024	- 8 209	+ 8 209			0
Résultat 2025		- 133 052			- 133 052
Capitaux propres	263 479	- 133 052	0	0	130 427

Le résultat net comptable de l'exercice écoulé fait ressortir une perte de - 133 051 811,55 €, il est proposé de le répartir de la façon suivante :

- Report à nouveau au 31.12.25	147 182 446,36 €
- Perte de l'exercice	- 133 051 811,55 €
Report à nouveau	14 130 634,81 €

C – Etat des échéances des créances et des dettes au 31/12/2025

(En milliers d'euros)	Inférieure ou égale à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Supérieure à 5 ans	Total
Actifs					
Créances sur les établissements de crédit	6 578				6 578
Actifs d'impôts courants		0			0
Autres actifs				1	1
Comptes de régularisation	20				20
Passifs					
Dettes envers les établissements de crédit	47 729	20 000	283 000	478 000	828 729
Passifs d'impôts courants		0			0
Autres passifs	13	0			13
Comptes de régularisation	92	872			964

IV - Notes sur le hors bilan

Engagements sur instruments financiers à terme

Afin de se prémunir d'une hausse du taux Euribor 3 mois, 8 swaps ont été souscrits :

- un swap de 5 millions d'euros souscrit en juillet 2019 pour une durée de 8 ans (échéance 26/07/2027). Ce swap est adossé à un refinancement moyen terme de 5 millions d'euros (échéance 26/07/2029).
- un swap de 32 millions d'euros souscrit en août 2025 pour une durée de 9,5 ans (échéance 28/02/2035). Ce swap est adossé à un refinancement moyen terme de 32 millions d'euros (échéance 28/02/2035)
- un swap de 8 millions d'euros souscrit en septembre 2025 pour une durée de 9,5 ans (échéance 27/03/2035). Ce swap est adossé à un refinancement moyen terme de 8 millions d'euros (échéance 27/03/2035).
- un swap de 20 millions d'euros souscrit en août 2025 pour une durée de 10,5 ans (échéance 31/03/2036). Ce swap est adossé à un refinancement moyen terme de 20 millions d'euros (échéance 30/06/2036).
- un swap de 20 millions d'euros souscrit en septembre 2025 pour une durée de 10,5 ans (échéance 28/02/2036). Ce swap est adossé à un refinancement moyen terme de 20 millions d'euros (échéance 28/05/2036).
- un swap de 10 millions d'euros souscrit en octobre 2025 pour une durée de 10,5 ans, 5 (échéance 30/04/2036). Ce swap est adossé à un refinancement moyen terme de 10 millions d'euros (échéance 31/07/2036).
- un swap de 60 millions d'euros souscrit en septembre 2025 pour une durée de 11 ans (échéance 29/09/2036). Ce swap est adossé à un refinancement moyen terme de 60 millions d'euros (échéance 29/09/2036).
- un swap de 26 millions d'euros souscrit en septembre 2025 (départ décalé 5 janvier 2026) pour une durée de 10 ans (échéance 29/01/2036). Ce swap est adossé à un refinancement moyen terme de 26 millions d'euros (échéance 29/04/2036).

A titre informatif, la juste valeur des instruments dérivés s'établit à 1 711 885 euros au 31/12/2025. Les intérêts courus à payer s'élèvent à 23 608,50 euros.

V - Notes sur le compte de résultat

L'ensemble des produits et charges est comptabilisé conformément au principe de séparation des exercices comptables.

En conséquence :

- les intérêts (produits et charges) sont inscrits au compte de résultat prorata temporis ;
- les charges d'exploitation font l'objet de régularisation en fin d'exercice (charges à payer, charges payées ou comptabilisées d'avance, etc.).

A - Produits et charges d'exploitation bancaire

1 – Intérêts et produits assimilés

(En milliers d'euros)	2025	2024
Intérêts sur compte courant BFCM	100	139
Intérêts sur Swaps	986	661
Total	1 086	800

2 - Intérêts et charges assimilées

(En milliers d'euros)	2025	2024
-----------------------	------	------

Intérêts sur comptes ordinaires créditeurs	13	23
Intérêts sur comptes et emprunts à terme (1)	19 171	18 057
Intérêts sur Swaps	1 149	0
Total	20 333	18 080

(1) Ces charges concernent les intérêts sur emprunts avec la Banque Fédérative du Crédit Mutuel et Monabanq.

3 - Revenus des titres à revenu variable

(En milliers d'euros)	2025	2024
Dividendes reçus de Cofidis SA	0	0
Total	0	0

4 - Commissions (produits)

(En milliers d'euros)	2025	2024
Commissions sur engagements de financement	0	0

5 - Commissions (charges)

(En milliers d'euros)	2025	2024
Charges sur prestations de services bancaires	0	0

6 - Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés

(En milliers d'euros)	2025	2024
Dotation provision pour dépréciation des titres de participations Monabanq	- 111 600	0
Total	- 111 600	0

7 - Autres produits d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros)	2025	2024
Produits divers d'exploitation bancaire	0	0

8 - Autres charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros)	2025	2024
Charges diverses d'exploitation bancaire	0	0

B - Autres produits et charges ordinaires

1 - Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros)	2025	2024
Services extérieurs fournis par des sociétés du groupe	26	16
Honoraires Commissaires aux Comptes	134	56
Honoraires autres	43	28
Frais de mission	0	0
Frais d'actes	0	0
Publication	14	13
Logiciels	0	0
Impôts et taxes	1 979	1 804
Divers	8	7
Total	2 204	1 925

Le poste impôts et taxes est principalement constitué des taxes suivantes :

- contribution au financement du contrôle bancaire : 449 milliers d'euros,
- contribution de l'Autorité des Marchés Financiers : 73 milliers d'euros,
- contribution au fonds de soutien aux collectivités : 437 milliers d'euros,
- frais relatifs au Conseil de Résolution Unique : 97 milliers d'euros,
- frais de contrôle Banque Centrale Européenne : 923 milliers d'euros.

2 - Dotations aux amortissements

(En milliers d'euros)	2025	2024
Amortissements immobilisations incorporelles	0	0
Total	0	0

C - Impôts sur les sociétés

Crédit Mutuel Alliance Fédérale, à travers la Banque Fédérative du Crédit Mutuel, a acquis le 11 avril 2024 une participation additionnelle de 20 % de Cofidis Group. La prise de contrôle à plus de 95 % par sa mère a entraîné la cessation, au 1er janvier 2025, du groupe d'intégration fiscale dont Cofidis Group était la tête. A cette même date, Cofidis Group a intégré le groupe d'intégration fiscale de la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel.

Cofidis Group SA détient un déficit restant à reporter de 6 551 millions d'euros au titre des exercices antérieurs à l'entrée dans le groupe d'intégration fiscale. La perte fiscale au titre de l'exercice 2025 s'élève à 21 015 millions d'euros.

D – Provisions réglementées

(En milliers d'euros)	2025	2024
Amortissements dérogatoires - Frais d'acquisition de titres	0	0

VI – Informations concernant les entreprises liées au 31/12/2025

(En milliers d'euros)	Entreprises liées	Filiales et participations
Actifs		
Créances sur les établissements de crédit	6 578	0
Parts dans les entreprises liées	0	959 669
Autres actifs	0	0
Comptes de régularisation	20	
Passifs		
Dettes envers les établissements de crédit	203 919	624 810
Autres passifs	0	0
Comptes de régularisation	44	0
Charges et produits financiers		
Intérêts et produits assimilés	1 086	0
Intérêts et charges assimilés	5 487	14 847
Revenus des titres à revenus variables	0	0
Commissions (produits)	0	0
Hors Bilan		
Engagements de financements donnés	0	0
Engagements sur instruments financiers à terme reçus	181 000	0

VII - Autres informations

- Effectif moyen : Zéro

- Entreprise créée en avril 1990

- Cofidis Group SA établit des comptes consolidés en sa qualité de société mère. Une copie de ces états financiers peut être obtenue auprès du Greffe du Tribunal de Commerce de Lille Métropole. Cofidis Group SA est par ailleurs consolidée au sein de Crédit Mutuel Alliance Fédérale, 4 rue Frédéric-Guillaume Raiffeisen 67000 Strasbourg, selon la méthode de l'intégration globale ;

- Evénements post clôture :

Contexte macro-économique et géopolitique :

Le Groupe Crédit Mutuel Alliance Fédérale reste totalement mobilisé pour faire face aux impacts liés à la crise ukrainienne, aux tensions géopolitiques et conflits au Moyen-Orient et aux incertitudes politiques.

Pour rappel, le Groupe Crédit Mutuel Alliance Fédérale n'étant pas implanté sur ces zones de guerre, les expositions directes dans ces pays sont non significatives. Il reste cependant vigilant sur les conséquences indirectes de ces crises.

De plus, l'instabilité gouvernementale suite à la dissolution de l'Assemblée Nationale en France et les incertitudes budgétaires conduisent à maintenir un environnement politique et économique incertain en 2025.

Le groupe possède un dispositif de gouvernance et de pilotage des risques robuste.

Face à ce contexte, il suit de manière constante la qualité de ses engagements de crédit, la valorisation de ses portefeuilles, la gestion du risque de taux et sa liquidité. En outre, la solidité du groupe permettra de faire face à cette situation grâce au niveau de ses capitaux propres, fonds propres et des ratios qui en découlent.

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels (Exercice clos le 31 décembre 2025)

A l'assemblée générale

COFIDIS GROUP

Parc de la Haute Borne 61 Avenue Halley

59650 Villeneuve d'Ascq

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société COFIDIS GROUP relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité de suivi des risques et d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe I « Principes, règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels qui expose les incidences liées au changement de méthodes comptables relatif à la première application du règlement de l'Autorité des normes comptables ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du directoire et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 et L.22-10-10 du code de commerce.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires**Désignation des commissaires aux comptes**

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société COFIDIS GROUP par votre assemblée générale du 26 mai 2020 pour le cabinet Forvis Mazars et du 14 septembre 2012 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit.

Au 31 décembre 2025, le cabinet Forvis Mazars était dans la 6^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit dans la 14^{ème} année sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité de suivi des risques et d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**Objectif et démarche d'audit**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs

et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au Comité de suivi des risques et d'audit

Nous remettons au Comité de suivi des risques et d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité de suivi des risques et d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité de suivi des risques et d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité de suivi des risques et d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Levallois-Perret, le 11 mai 2026

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit
Alexandre Decrand
Associé

Forvis Mazars SA
Alexandra Kritchmar
Associée

B. — Comptes consolidés 31 décembre 2025

I. — Bilan (En milliers d'euros)

Bilan actif - En milliers d'euros	Note	31/12/2024	31/12/2025
Caisse, banques centrales	IV.1	31 048	30 923
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	IV.2	565	336
Instruments dérivés de couverture	IV.3	57 469	44 959
Titres au coût amorti	IV.4	10 575	7 675
Prêts et créances sur les établissements de crédit au coût amorti	IV.5	1 058 071	2 197 968
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	IV.6	19 053 220	20 767 442
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	IV.3	30 854	3 534
Actifs d'impôts courants	IV.14	11 826	15 493
Actifs d'impôts différés	IV.14	139 229	134 998
Comptes de régularisation et actifs divers	IV.7	205 175	163 257
Participations dans les entreprises mises en équivalence		-	-
Immeubles de placement		5 770	5 650
Immobilisations corporelles	IV.8	176 247	193 097
Immobilisations incorporelles	IV.9	18 946	19 083
Ecarts d'acquisition	IV.10	248 002	248 002

Total actif		21 046 997	23 832 418
Bilan passif - En milliers d'euros	Note	31/12/2024	31/12/2025
Banques centrales			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	<i>IV.2</i>		
Instruments dérivés de couverture	<i>IV.3</i>	96 792	50 895
Dettes envers les établissements de crédit au coût amorti	<i>IV.11</i>	16 398 035	18 939 361
Dettes envers la clientèle au coût amorti	<i>IV.12</i>	1 242 186	1 349 170
Dettes représentées par un titre au coût amorti	<i>IV.13</i>	50 052	50 030
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	<i>IV.3</i>	-	-
Passifs d'impôts courants	<i>IV.14</i>	11 002	24 877
Passifs d'impôts différés	<i>IV.14</i>	1 769	1 000
Comptes de régularisation et passifs divers	<i>IV.15</i>	488 247	500 650
Provisions techniques des contrats d'assurance		-	-
Provisions	<i>IV.16</i>	99 637	115 090
Dettes subordonnées		401 928	502 337
Total dettes		18 789 648	21 533 410
Capitaux propres part du groupe	<i>IV.17</i>	2 257 348	2 299 007
Capital et réserves liées		112 658	112 658
Réserves consolidées		2 098 329	2 164 365
Gains / pertes latents ou différés		-19 276	-3 713
Résultat de l'exercice		65 636	25 696
Intérêts minoritaires		1	1
Total capitaux propres		2 257 349	2 299 008
Total passif		21 046 997	23 832 418

II. — Compte de résultat

En milliers d'euros	Note	31/12/2024	31/12/2025
Intérêts et produits assimilés		1 960 330	2 030 586
Intérêts et charges assimilées		-913 236	-817 623
Commissions (produits)		468 346	496 312
Commissions (charges)		-68 311	-72 872
Gains (pertes) nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat		-385	1 599
Gains (pertes) nets sur actifs financiers au coût amorti			-150
Produits des autres activités		17 001	14 116
Charges des autres activités		-10 007	-8 366
Produit net bancaire	<i>VI.1</i>	1 453 737	1 643 601
Charges générales d'exploitation	<i>VI.2</i>	-854 479	-953 132
Dotations/Reprises aux amort et aux prov sur immos incorporelles & corporelles	<i>VI.3</i>	-23 828	-25 840
Résultat brut d'exploitation		575 430	664 629
Coût du risque	<i>VI.4</i>	-462 880	-568 253
Résultat d'exploitation		112 550	96 376
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équ.		-	-
Gains ou pertes nets sur autres actifs	<i>VI.5</i>	-149	153
Variations de valeur des écarts d'acquisition		102	1 431
Résultat avant impôt		112 503	97 960
Impôt sur les bénéfices	<i>VI.6</i>	-46 867	-72 264
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
Résultat net		65 636	25 696
Intérêts minoritaires			
Résultat net - part du groupe		65 636	25 696
<i>Résultat par action (en euros) :</i>		<i>0,31</i>	<i>0,12</i>

III. — Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

En milliers d'euros	31/12/2024	31/12/2025
Résultat net part du groupe	65 636	25 696
Ecart de conversion	-2 431	-220
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	-9 573	11 060
Réévaluation des avantages sociaux à long terme	-1 667	4 720
Réévaluation des actifs financiers		
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du groupe	-13 671	15 560

Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du groupe	51 965	41 256
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part des minoritaires	0	0
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	51 965	41 256

Les données sont présentées pour leur montant net d'impôt (si applicable).

en milliers d'euros	Capital et Réserves liées	Réserves consolidées	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat net part du groupe	Capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres
Capitaux Propres au 1er janvier 2024	116 062	1 989 899	-5 606	103 286	2 203 640	2	2 203 642
Augmentation de capital et prime d'apport					0		0
Composante capitaux propres des instruments hybrides					0		0
Affectation du résultat 2023		103 328		-103 328	0		0
Rémunération des titres subordonnés à durée indéterminée					0		0
Distribution 2024 au titre de 2023					0		0
Acompte sur dividendes					0		0
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	0	103 328	0	-103 328	0	0	0
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			-13 671		-13 671		-13 671
Résultat 2024				65 636	65 636		65 636
Sous-total	0	0	-13 671	65 636	51 965	0	51 965
Effet des acquisitions et des cessions					0		0
Autres variations		1 741			1 741		1 741
Capitaux propres au 31 décembre 2024	116 062	2 094 968	-19 277	65 594	2 257 347	2	2 257 349
Incidence des changements de méthodes comptables					0		0
Incidence des corrections d'erreurs		134			134		134
Capitaux Propres au 1er janvier 2025	116 062	2 095 101	-19 277	65 594	2 257 480	2	2 257 482
Augmentation de capital et prime d'apport					0		0
Composante capitaux propres des instruments hybrides					0		0
Affectation du résultat 2024		65 636		-65 636	0		0
Rémunération des titres subordonnés à durée indéterminée					0		0
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	0	65 636	0	-65 636	0	0	0
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			15 560		15 560		15 560
Résultat 2025				25 696	25 696		25 696
Sous-total	0	0	15 560	25 696	41 256	0	41 256
Effet des acquisitions et des cessions					0		0
Autres variations		269			269		269
Capitaux propres au 31 décembre 2025	116 062	2 161 006	-3 717	25 654	2 299 005	2	2 299 007

	2 024	2 025
Résultat avant impôts	112 503	97 960
Dotations nettes aux amortissements sur immos incorporelles et corporelles	22 998	25 996
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	728	-1 587
Dotations nettes aux provisions	146 041	178 669
Quote-part des résultats liés aux sociétés mises en équivalence	0	0
+/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	149	-3
Produits et charges des activités de financement	0	0
Variation des créances et dettes rattachées	-15 008	-40 171
Variation des impôts différés	-2 815	2 001
Autres mouvements	0	0
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et autres ajustements	152 094	164 906
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	1 133 858	2 487 156
Flux liés aux opérations avec la clientèle	-1 450 843	-1 655 629
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	116 573	-18 519
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-193 519	70 017
Impôts décaissés	-23 235	-64 057

Diminution (augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-417 166	818 967
Total flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	-152 569	1 081 833
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	33 372	4 882
Flux liés aux immeubles de placement	-13	0
Flux liés aux immobilisations incorporelles et corporelles	-29 340	-41 354
Réajustements Investissements	0	0
Total flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	4 032	-36 472
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	1 419	225
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	200 000	100 000
Réajustements Financements	0	0
Total flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	201 419	100 225
Effets de la variation des taux change et des variations de périmètre (D)	-40 649	696
Augmentation (Diminution) nette de la trésorerie et équivalents (A+B+C+D)	12 232	1 146 283
Total flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle (A)	-152 569	1 081 833
Total flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (B)	4 032	-36 472
Total flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (C)	201 419	100 225
Effets de la variation des taux change et des variations de périmètre (D)	-40 649	696
Trésorerie et équivalents à l'ouverture	825 575	837 806
Caisse, banques centrales, CCP (Actif et Passif) - Ouverture	9	31 048
Comptes et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit - Ouverture	825 566	806 758
Trésorerie et équivalents à la clôture	837 806	1 984 089
Caisse, banques centrales, CCP (Actif et Passif) - Clôture	31 048	30 923
Comptes et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit - Clôture	806 758	1 953 165
Variation de la trésorerie nette	12 231	1 146 283

IV. — Annexe aux comptes consolidés 2025 de COFIDIS Group S.A.

I – Préambule

En application du règlement (CE) 1606/2002 sur l'application des normes comptables internationales et du règlement (CE) 1126/2008 sur leur adoption, les comptes consolidés de l'exercice sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne au 31 décembre 2025. Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne : https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_en#ifrs-financial-statements

Les états financiers sont présentés suivant le format préconisé par la recommandation n°2022-01 de l'Autorité des Normes Comptables relative aux états de synthèse IFRS. Ils respectent les normes comptables internationales telles qu'adoptées par l'Union européenne.

Les informations relatives à la gestion des risques figurent dans le rapport de gestion du groupe.

Le groupe applique depuis le 1er janvier 2025 :

✓ Amendement à IAS 21 – Effets des variations des cours des monnaies étrangères

Ils précisent les cas dans lesquels une monnaie est convertible en une autre monnaie et, lorsqu'elle ne l'est pas, comment l'entreprise détermine le taux de change à appliquer et quelles informations elle doit fournir. Le Groupe n'étant pas concerné par ces problématiques, il n'y a pas d'impact dans nos comptes.

II – Cadre général

I – Présentation de l'entité

Cofidis Group et ses filiales ont pour activité principale l'octroi des crédits à la consommation et des prêts personnels ainsi que l'émission et la gestion des moyens de paiement.

Cofidis Group a été fondée en 1982 par le groupe 3SI, spécialiste de la vente à distance. Le 23 mars 2009, la Banque Fédérative du Crédit Mutuel (BFCM) a pris le contrôle de Cofidis Group dont Cofidis SA est la filiale directe.

Cofidis Group, immatriculée sous le numéro 378 176 291 est une société anonyme enregistrée et domiciliée en France. Son siège social se situe à l'adresse suivante : Parc de la haute Borne, 61 avenue Halley-59667 Villeneuve d'Ascq.

Les états financiers consolidés seront soumis à l'approbation des actionnaires. Ils sont établis à partir des comptes au 31 décembre 2025 des sociétés incluses dans le périmètre du groupe Cofidis Group. Les états financiers sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

2 – Faits significatifs de l'exercice

Les faits majeurs de l'exercice sont les suivants :

➤ Contexte macro-économique et géopolitique :

Le contexte d'incertitudes macroéconomiques et géopolitiques persiste, avec la poursuite de la crise ukrainienne et des conflits au Moyen-Orient. Pour rappel, Crédit Mutuel Alliance Fédérale n'étant pas implanté sur ces zones de guerre, les expositions directes dans ces pays sont non significatives. Il reste cependant vigilant sur les conséquences indirectes de ces crises. Le groupe suit également les développements en matière de droits de douane, impulsés par le gouvernement américain et les potentielles conséquences économiques sur ses clients. L'incertitude quant à la matérialité et la nature du budget national en France et l'instabilité des gouvernements constituent des incertitudes tant pour le Groupe que pour ses clients. Face à ce contexte, il suit de manière constante la qualité de ses engagements de crédit, la valorisation de ses portefeuilles, la gestion du risque de taux et sa liquidité. Le groupe possède un dispositif de gouvernance et de pilotage des risques robuste. En outre, la solidité du groupe permettra de faire face à cette situation grâce au niveau de ses capitaux propres, fonds propres prudentiels et des ratios qui en découlent.

➤ Litiges taux clients Cofidis Espagne :

La loi du 23 juillet 1908 prévoit la nullité de tout contrat dont l'intérêt est « notablement supérieur au taux normal de l'argent et manifestement disproportionné ». Mais il n'existe pas de textes en Espagne qui définissent les modalités de calcul qualifiant les taux clients comme étant usuraires. Il faut donc se référer à la jurisprudence

pour définir ces modalités.

Décision de la Cour Suprême du 4 mars 2020 :

Le Tribunal a jugé que pour qualifier l'usure, il fallait comparer le taux du contrat avec les taux publiés par la Banque d'Espagne qui constitue une moyenne de marché, cette comparaison devant se faire produit par produit. En l'occurrence, une différence de près de 7 points entre le taux du contrat et les taux Banque d'Espagne devait être considérée comme disproportionnée et donc usuraire.

Décision de la Cour Suprême du 4 mai 2022 :

Le Tribunal confirme dans cette décision que le taux du contrat doit être comparé avec la moyenne des taux pratiqués sur le même type de produit à la date de souscription du contrat. Dans cette affaire, il est jugé que les taux moyens de crédits renouvelables appliqués par les grands établissements étaient compris entre 20% et 26%. Un contrat dont le taux était fixé à 24,51% ne pouvait pas être usuraire. Jurisprudence confirmée par une Décision du 4 octobre 2022.

Arrêt de la Cour Suprême du 15 février 2023 :

Il s'agit d'un arrêt rendu en plénière ; ce qui lui confère un poids plus important que les jugements rendus par une seule chambre. Cet arrêt réaffirme que le taux du contrat doit être comparé par rapport aux taux moyens pratiqués par la Banque d'Espagne pour le même produit et que le taux à comparer est bien le TAEG et non les taux publiés par la Banque d'Espagne qui sont les taux d'intérêts hors commissions, lesquelles viennent s'ajouter au taux d'intérêts pour constituer le TAEG. Les taux d'intérêts moyens publiés par la Banque d'Espagne le sont produit par produit depuis 2010. Avant cette date, il faut rechercher les taux moyens pratiqués chaque année sur le marché.

En l'espèce, il s'agissait d'un contrat de carte revolving ouvert en 2004. La Cour indique que pour ces contrats l'intérêt est nettement supérieur à la moyenne du marché si la différence entre le taux pratiqué et le taux moyen du marché dépasse 6 points. Le taux du contrat était de 23,9 (TAEG) pour un taux moyen légèrement supérieur à 20%. Le différentiel étant inférieur à 6 points, le taux n'était pas usuraire.

Arrêts de la Cour Suprême du 30 janvier 2025 :

Sur le volet « transparence », la Cour de Cassation espagnole s'est prononcée en assemblée plénière, par deux arrêts du 30-01-2025, sur la modalité de paiement dite « différée revolving » de deux cartes de crédit. Dans les deux cas, il s'agit de la commercialisation de carte de crédit à distance, l'une par l'intermédiaire d'un partenaire et l'autre online. Ces cartes de crédit prévoient 3 modalités de paiements différentes : la modalité paiement fin de mois (habituellement à TAEG 0%), la modalité de paiements fractionnés tel un prêt, et la modalité différée revolving, qui peut être à travers d'échéances faibles fixes prédéfinies ou bien un petit pourcentage prédéfini. La durée de remboursement de cette dernière modalité n'est pas prévue dans les précontrats, entre autres.

Après analyse juridique approfondie de ces arrêts, Cofidis Espagne estime disposer d'arguments suffisamment solides pour défendre la transparence, et surtout, l'absence de caractère abusif de leurs contrats renouvelables.

Une provision au titre de ce litige a été comptabilisée au sein de la provision pour risques et charges. Le montant au 31/12/2024 était de 36,6 M€, revu à 59,1 M€ au 31/12/25, avec un volume d'assignations qui ne diminue pas.

L'évaluation de cette provision a consisté à scinder les assignations en fonction de critères pertinents et estimer le pourcentage prévisionnel de gain selon ces critères. Le pourcentage de gain est évalué en fonction des jugements reçus par Cofidis ou à l'échelle nationale. En cas de pertes sur les dossiers, ces derniers sont provisionnés à hauteur du coût moyen historique constaté.

La sensibilité au taux de pertes est de 6 M€ pour 10pts de taux de pertes supplémentaires.

3 – Evénements postérieurs à la clôture

Pas d'évènement post clôture.

4 – Informations relatives aux parties liées

Les parties liées de Cofidis Group sont :

- les sociétés consolidées,
- la société qui contrôle l'entité Cofidis Group, la Banque Fédérative du Crédit Mutuel,
- les entités contrôlées par la même société mère : les autres entités du groupe Crédit Mutuel,
- les principaux dirigeants de Cofidis Group ou de ses actionnaires.

Les flux avec les sociétés consolidées sous contrôle exclusif, considérées comme des parties liées, sont éliminés dans les comptes consolidés et ne sont donc pas présentés ci-après :

<i>Position bilantielle en K€</i>	Total	Société Mère	Entités contrôlées par la même société mère	Autres parties liées
Instruments dérivés de couvert. - Actif	44 959	43 899	1 060	0
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 970 511	1 949 218	21 293	0
Comptes de régularisation et actifs divers	938	0	938	0
Total des actifs	2 016 408	1 993 116	23 292	0
Instruments dérivés de couvert. - Passif	50 895	49 685	1 210	0
Dettes envers les Ets de crédit	18 914 283	18 357 355	556 929	0
Dettes représentées par un titre	50 030	50 030	0	0
Comptes de régularisation et passifs divers	37 527	20	37 422	85
Dettes subordonnées	502 337	502 337	0	0
Total des passifs	19 052 736	18 457 090	595 561	85
Engagements reçus	11 637 000	11 492 000	145 000	0
Engagements donnés	19 077	0	19 077	0

<i>Produits et charges en K€</i>	Total	Société Mère	Entités contrôlées par la même société mère	Autres parties liées
Produits d'intérêts et assimilés	233 733	228 395	5 338	0

Gains ou pertes nets sur Commissions	243 527	-2 469	246 493	-497
Gains ou pertes nets sur portefeuilles à la JV par résultat	0	0	0	0
Gain et pertes sur autres actifs	104	0	104	0
Total des produits	477 364	225 926	251 935	-497
Charges d'intérêts et assimilés	797 946	778 584	19 362	0
Charges d'exploitation	145 121	0	144 765	356
Total des charges	943 068	778 584	164 128	356

Les transactions avec les dirigeants de Cofidis Group se composent exclusivement d'avantages au personnel (§ VIII)

5 – Périmètre et méthodes de consolidation

5.1 Périmètre

Les états financiers consolidés de Cofidis Group regroupent l'ensemble des entreprises qui sont sous contrôle exclusif, sous contrôle conjoint ou sous influence notable. Ces entreprises sont respectivement consolidées selon les méthodes de l'intégration globale et de la mise en équivalence.

Les états financiers consolidés incluent les comptes de Cofidis Group et ceux de toutes ses filiales :

Liste des sociétés	Pays d'implantation	Méthode de consolidation	% d'intérêt 31/12/2024	% d'intérêt 31/12/2025
COFIDIS GROUP	France			
COFIDIS SA et succursales	France, Espagne, Portugal, Hongrie, Italie, Pologne, Slovaquie	Intégration globale	99,99	99,99
CREATIS SA	France	Intégration globale	99,99	99,99
COFIDIS Belgique	Belgique	Intégration globale	99,99	99,99
COFIDIS Ceska	République Tchèque	Intégration globale	99,99	99,99
SYNERGIE	France	Intégration globale	99,98	99,98
Monabanq France	France	Intégration globale	99,99	99,99
MARGEM SEGUROS	Portugal	Intégration globale	99,99	99,99
CARIZY	France	Intégration globale	99,99	99,99
MCB	Hongrie	Intégration globale	99,99	99,99

5.2 Notions de contrôle

Conformément aux normes internationales, toutes les entités sous contrôle exclusif, sous contrôle conjoint ou sous influence notable sont consolidées.

- **Des entités contrôlées de manière exclusive** : il y a présomption de contrôle exclusif lorsque le groupe détient le pouvoir sur l'entité, est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité, et a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à influencer sur les rendements qu'il obtient. Les comptes des entités contrôlées de manière exclusive sont consolidés par intégration globale.

- **Des entités sous contrôle conjoint** : le contrôle conjoint est le partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur une entité, qui n'existe que dans le cas où les décisions concernant les activités clés requièrent le consentement unanime des parties partageant le contrôle. Deux parties ou plus qui exercent un contrôle conjoint constituent un partenariat, qui est soit une entreprise commune, soit une coentreprise :

- une entreprise commune est un partenariat dans lequel les parties qui exercent le contrôle conjoint ont des droits sur les actifs, et des obligations au titre des passifs, relatifs à l'entité : il s'agit de comptabiliser les actifs, passifs, produits et charges relatifs aux intérêts détenus dans l'entité,
- une coentreprise est un partenariat dans lequel les parties qui exercent un contrôle conjoint ont des droits sur l'actif net de l'entité : la coentreprise est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

- **Des entités sous influence notable** : il s'agit des entités qui ne sont pas contrôlées par l'entité consolidante mais sur lesquelles il existe un pouvoir de participation aux politiques financière et opérationnelle. Les titres des entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont mis en équivalence.

5.3 Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation utilisées sont les suivantes :

- **Intégration globale** : Cette méthode consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale et à isoler la part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres et dans le résultat. Elle s'applique pour toutes les entités sous contrôle exclusif, y compris celles à structure de comptes différente, que l'activité se situe ou non dans le prolongement de celle de l'entité consolidante.

- **Mise en équivalence** : Il s'agit de substituer à la valeur des titres la quote-part du groupe dans les capitaux propres et le résultat des entités concernées. Elle s'applique pour toutes les entités sous contrôle conjoint, qualifiées de co-entreprises ou pour toutes les entités sous influence notable.

5.4 Opérations en devises

Les comptes de Cofidis Group sont établis en euros. Le bilan des filiales et succursales étrangères dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro est converti en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les postes du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. Des écarts de conversion ont été dégagés pour les entreprises consolidées qui ne font pas partie de la zone Euro (Cofidis Hongrie, Cofidis Ceska, Banco Cofidis Pologne). Les écarts de conversion sont inscrits, pour la part revenant au groupe dans les capitaux propres sous la rubrique « Ecart de conversion » et pour la part des tiers sous la rubrique « Intérêts minoritaires ».

Les parités suivantes ont été utilisées pour la conversion des états financiers des filiales et succursales étrangères :

	Taux moyen 2025	Taux de clôture	Taux d'ouverture	Taux moyen 2024
Couronne Tchèque	24.69201	24.23700	25.18500	25.11892
Forint Hongrois	397.79061	385.15000	411.35000	395.42167
Zloty Pologne	4.23919	4.22100	4.27500	4.30575

5.5 Traitement des acquisitions et des écarts d'acquisition

Conformément à IFRS 3R, à la date de prise de contrôle d'une nouvelle entité, les actifs et les passifs ainsi que les passifs éventuels identifiables de l'entité acquise, qui satisfont aux critères de comptabilisation des normes IFRS, sont évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition, à l'exception des actifs non courants classés comme actifs détenus en vue de la vente selon la norme IFRS 5, qui sont comptabilisés pour le montant le plus faible entre la juste valeur nette des coûts de vente et leur valeur nette comptable. IFRS 3R permet la comptabilisation d'un écart d'acquisition total ou partiel, le choix s'effectuant pour chaque regroupement. Dans le premier cas, les intérêts minoritaires sont évalués à la juste valeur (méthode dite du goodwill total); dans le second, ils sont basés sur leur quote-part dans les valeurs attribuées aux actifs et passifs de l'acquise (goodwill partiel). Si l'écart d'acquisition est positif, il est inscrit à l'actif et s'il est négatif, il est comptabilisé immédiatement en résultat, en « Variations de valeur des écarts d'acquisition ».

Dans le cas d'une augmentation/diminution du pourcentage d'intérêt du groupe dans une entité déjà contrôlée, l'écart entre le coût d'acquisition/prix de cession des titres et la quote-part de capitaux propres consolidés que ces titres représentent à la date de leur acquisition/cession est comptabilisé en capitaux propres.

Les écarts d'acquisition sont présentés sur une ligne distincte du bilan pour les sociétés intégrées globalement et au sein du poste « participations dans les entreprises mises en équivalence » lorsque les entités sont consolidées selon cette méthode.

Les écarts d'acquisitions n'intègrent pas les coûts directs liés aux acquisitions qui selon IFRS 3R, sont comptabilisés en résultat.

Le groupe procède régulièrement et au moins une fois par an à des tests de dépréciation des écarts d'acquisition. Ils ont pour objectif de s'assurer que les écarts d'acquisition ne subissent pas une dépréciation. Si la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle est affecté l'écart d'acquisition est inférieure à sa valeur comptable, une dépréciation est comptabilisée à hauteur de la différence. Cette dépréciation, constatée en résultat, est irréversible. En pratique, les UGT sont définies par rapport aux lignes métiers selon lesquelles le Groupe suit son activité.

III – Principes et méthodes comptables

1 - Instruments financiers selon IFRS 9

1.1 Classement et évaluation des actifs financiers

Selon IFRS 9, le classement et l'évaluation des actifs financiers dépendent du modèle de gestion et des caractéristiques contractuelles des instruments.

☐ Prêts, créances, ou titres de dettes acquis

L'actif est classé :

- au coût amorti, s'il est détenu en vue de collecter les flux de trésorerie contractuels, et si ses caractéristiques sont similaires à celles d'un contrat dit basique impliquant implicitement une forte prédictibilité des flux de trésorerie liés (modèle de collecte),
- en juste valeur par capitaux propres, si l'instrument est détenu en vue de collecter les flux de trésorerie contractuels et de le vendre en fonction des opportunités, sans pour autant faire du trading, et si ses caractéristiques sont similaires à celles d'un contrat dit basique impliquant implicitement une forte prédictibilité des flux de trésorerie liés (modèle de collecte et vente),
- en juste valeur par résultat, si :
 - il n'est pas éligible aux deux catégories précédentes (car ne remplissant pas le critère « basique » et / ou géré selon le modèle de gestion « autres »), ou
 - le Groupe choisit de le classer comme tel, sur option, à l'initiation et de manière irrévocable. La mise en œuvre de cette option vise à pallier une incohérence de traitement comptable par rapport à un autre instrument lié.

• Caractéristiques des flux de trésorerie

Les flux de trésorerie contractuels, qui représentent uniquement des remboursements de principal et des versements d'intérêts sur le principal restant dû, sont compatibles avec un contrat dit basique.

Dans un contrat basique, les intérêts représentent principalement la contrepartie de la valeur temps de l'argent (y compris en cas d'intérêts négatifs) et du risque de crédit. Les intérêts peuvent également inclure le risque de liquidité, les frais de gestion administrative de l'actif, ainsi qu'une marge commerciale.

Toutes les clauses contractuelles doivent être analysées, notamment celles qui pourraient modifier l'échéancier ou le montant des flux de trésorerie contractuels. La possibilité contractuelle, pour l'emprunteur ou le prêteur, de rembourser par anticipation l'instrument financier demeure compatible avec le caractère SPPI (*Seulement Paiement de Principal et d'Intérêts*) des flux de trésorerie contractuels dès lors que le montant remboursé représente essentiellement le principal restant dû et les intérêts courus ainsi que, le cas échéant, une indemnité compensatoire raisonnable.

L'indemnité de remboursement anticipé est considérée comme raisonnable si :

- elle est réglementée ou limitée par les pratiques concurrentielles du marché,
- elle correspond au différentiel entre les intérêts contractuels qui auraient dû être perçus jusqu'à l'échéance du prêt et les intérêts qui seraient générés par le remplacement du montant remboursé par anticipation à un taux reflétant le taux d'intérêt de référence,
- elle est égale à la juste valeur du prêt ou au coût de débouclage d'un swap de couverture associé.

L'analyse des flux de trésorerie contractuels peut également nécessiter leur comparaison avec ceux d'un instrument de référence, lorsque la composante valeur temps de l'argent incluse dans les intérêts est susceptible d'être modifiée en raison des clauses contractuelles de l'instrument. C'est le cas, par exemple, si le taux d'intérêt de l'instrument financier est révisé périodiquement, mais que la fréquence des révisions est décalée de la durée pour laquelle le taux d'intérêt est établi (révision mensuelle d'un taux à un an par exemple) ou si le taux d'intérêt de l'instrument financier est révisé périodiquement sur la base d'une moyenne de taux d'intérêt. Si l'écart entre les flux contractuels non actualisés de l'actif financier et ceux de l'instrument de référence est significatif ou peut le devenir, cet actif financier ne pourra pas être considéré comme basique.

A noter que :

- les dérivés incorporés à des actifs financiers ne sont plus comptabilisés séparément, ce qui implique que l'ensemble de l'instrument hybride est alors considéré comme non-basique et enregistré en juste valeur par résultat,
- les parts d'OPCVM et d'OPCI ne sont pas des instruments basiques et sont également classés en juste valeur par résultat.

☒ Modèles de gestion

Le modèle de gestion représente la manière dont sont gérés les instruments pour générer des flux de trésorerie et des revenus. Il repose sur des faits qui peuvent être observés, et n'est pas fondé sur une simple intention du management. Il ne s'apprécie pas au niveau de l'entité, ni instrument par instrument, mais est fondé sur un niveau de regroupement supérieur, qui reflète la façon dont les groupes d'actifs financiers sont gérés collectivement. Il se détermine à l'initiation et peut être remis en cause en cas de changement de modèle.

Pour le déterminer, il est nécessaire d'observer toutes les indications disponibles, dont :

- la manière dont est reportée la performance de l'activité aux décisionnaires,
- le mode de rémunération des gestionnaires,

- la fréquence, calendrier et volumes des ventes des périodes précédentes,
- la raison des ventes,
- les prévisions de ventes futures,
- la manière dont est évalué le risque.

Dans le cadre du modèle de collecte, certains exemples de cessions autorisées sont indiqués explicitement dans la norme :

- en lien avec une augmentation du risque de crédit,
- proches de la maturité,
- exceptionnelles (par exemple, liées à un stress de liquidité).

Ces cessions « autorisées » ne sont pas prises en compte dans l'analyse du caractère significatif et fréquent des ventes réalisées sur un portefeuille. Par ailleurs, les cessions liées à des changements du cadre réglementaire ou fiscal feront l'objet d'une documentation au cas-par-cas afin de démontrer le caractère « non fréquent » de telles cessions.

Pour les autres cas de cessions, des seuils ont été définis en fonction de la maturité du portefeuille titres (le groupe ne cède pas ses crédits).

Le groupe a développé principalement un modèle de collecte des flux contractuels des actifs financiers, qui s'applique notamment aux activités de financement des clients.

✓ Actifs financiers au coût amorti Ils incluent principalement :

- la trésorerie et les équivalents de trésorerie qui regroupent les comptes de caisse, les dépôts et les prêts et emprunts à vue auprès des banques centrales et des établissements de crédit,
- les autres prêts aux établissements de crédits, ainsi que ceux à la clientèle (consentis directement ou la quote-part dans le cadre de prêts syndiqués), non comptabilisés en juste valeur par résultat
- une partie des titres détenus par le groupe.

Les actifs financiers classés dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à leur juste valeur, qui est généralement le montant net décaissé. Les taux appliqués aux crédits octroyés sont présumés être des taux de marché dans la mesure où les barèmes sont ajustés en permanence en fonction notamment des taux de la grande majorité des établissements concurrents.

Les actifs sont valorisés lors des arrêts suivants au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie estimée de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier. Il intègre les flux de trésorerie estimés sans tenir compte des pertes sur crédit futures et inclut les commissions payées ou reçues dès lors qu'elles sont assimilables à des intérêts, les coûts de transaction directement rattachables ainsi que toutes les primes et décotes.

Pour les titres, le coût amorti intègre l'amortissement des primes et décotes, ainsi que les frais d'acquisition, s'ils sont significatifs. Les achats et ventes de titres sont comptabilisés en date de règlement.

Les revenus perçus sont présentés sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

Les commissions directement liées à la mise en place du prêt, reçues ou versées, ayant une nature d'intérêt sont étalées sur la durée du prêt selon la méthode du taux d'intérêt effectif et sont inscrites au compte de résultat parmi les rubriques d'intérêts.

Les commissions perçues dans le cadre de renégociations commerciales de prêts font l'objet d'un étalement.

La juste valeur des actifs au coût amorti est communiquée dans l'annexe à chaque date d'arrêt : elle correspond à l'actualisation des flux futurs estimés à partir d'une courbe de taux zéro coupon qui comprend le coût de signature inhérent au débiteur.

✓ Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Le groupe ne cédant pas ses crédits, cette catégorie n'inclut que des titres. Ils sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur au moment de leur acquisition et lors des arrêts ultérieurs, jusqu'à leur cession. Les variations de juste valeur sont enregistrées dans une rubrique spécifique des capitaux propres « Gains ou pertes latents ou différés », hors revenus courus. Ces gains ou pertes latents comptabilisés en capitaux propres ne sont constatés en compte de résultat, qu'en cas de cession ou de dépréciation (cf. § « 1.6. Décomptabilisation des actifs et passifs financiers » et « 1.7. Evaluation du risque de crédit »).

Les revenus courus ou acquis sont comptabilisés en résultat, selon la méthode du taux d'intérêt effectif, dans la rubrique « Intérêts et produits assimilés ».

✓ Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Ils sont comptabilisés lors de leur entrée au bilan à leur juste valeur, ainsi que lors des arrêts ultérieurs, et ce jusqu'à leur cession (cf. § « 1.6. Décomptabilisation des actifs et passifs financiers »). Les variations de juste valeur et les revenus perçus ou courus sur les actifs classés dans cette catégorie sont enregistrés au compte de résultat sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les achats et ventes de titres évalués en juste valeur par résultat sont comptabilisés en date de règlement. Les variations de juste valeur entre la date de transaction et la date de règlement sont comptabilisées en résultat.

□ Instruments de capitaux propres acquis

Les instruments de capitaux propres acquis (actions notamment) sont classés :

- en juste valeur par résultat, ou
- sur option, en juste valeur par capitaux propres, lors de la comptabilisation initiale, de manière irrévocable.

✓ Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Les instruments de capitaux propres sont comptabilisés de manière identique aux instruments de dettes à la juste valeur par résultat.

1.2. Classement et évaluation des passifs financiers

Les passifs financiers sont classés dans l'une des deux catégories suivantes :

✓ les passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat

- ceux encourus à des fins de transaction, incluant par défaut les instruments dérivés passifs qui ne sont pas qualifiés d'instruments de couverture, et
- les passifs financiers non dérivés que le groupe a classé dès l'origine pour être évalués en juste valeur par résultat (option juste valeur). Cela inclut :
 - les instruments financiers contenant un ou plusieurs dérivés incorporés séparables,

- les instruments présentant, sans application de l'option juste valeur, une incohérence de traitement comptable par rapport à un autre instrument lié,
- les instruments appartenant à un groupe d'actifs financiers évalués et gérés en juste valeur.

✓ les passifs financiers au coût amorti

Ils regroupent les autres passifs financiers non dérivés. Cela concerne les dettes envers la clientèle et les établissements de crédit, les dettes représentées par un titre (bons de caisse, titres du marché interbancaire, emprunt obligataire...), les dettes subordonnées, à terme ou à durée indéterminée, non classées en juste valeur par résultat sur option.

Les dettes subordonnées sont séparées des autres dettes représentées par un titre, car leur remboursement en cas de liquidation du débiteur n'est possible qu'après désintéressement des autres créanciers. Les titres seniors non préférés créés par la loi Sapin 2 sont classés parmi les dettes représentées par un titre.

Ces passifs sont comptabilisés à leur juste valeur, lors de leur entrée dans le bilan, puis sont valorisés, lors des arrêts suivants, au coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Pour les titres émis, la juste valeur initiale est leur valeur d'émission, le cas échéant, diminuée des coûts de transaction.

❑ *Contrats d'épargne réglementée*

Les comptes épargne logement (CEL) et les plans épargne logement (PEL) sont des produits réglementés français accessibles à la clientèle (personnes physiques). Ces produits associent une phase d'épargne rémunérée ouvrant des droits à un prêt immobilier dans une seconde phase. Ils génèrent des engagements de deux ordres pour l'établissement distributeur :

- un engagement de rémunération future de l'épargne à un taux fixe (uniquement sur les PEL, le taux de rémunération des CEL étant assimilable à un taux variable, périodiquement révisé en fonction d'une formule d'indexation) ;
- un engagement d'accord de prêt aux clients qui le demandent, à des conditions prédéterminées (PEL et CEL).

Ces engagements ont été estimés sur la base de statistiques comportementales des clients et de données de marché. Une provision est constituée au passif du bilan afin de couvrir les charges futures liées aux conditions potentiellement défavorables de ces produits, par rapport aux taux d'intérêt offerts à la clientèle des particuliers pour des produits similaires, mais non réglementés en terme de rémunération. Cette approche est menée par génération homogène en terme de conditions réglementées de PEL et de CEL. Les impacts sur le résultat sont inscrits parmi les intérêts versés à la clientèle.

1.3 Distinction Dettes et Capitaux propres

Selon l'interprétation IFRIC 2, les parts de sociétaires sont des capitaux propres si l'entité dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement ou s'il existe des dispositions légales ou statutaires interdisant ou limitant fortement le remboursement. En raison des dispositions statutaires et légales existantes, les parts sociales, émises par les structures composant l'entité consolidante du groupe Crédit Mutuel, sont comptabilisées en capitaux propres.

Les autres instruments financiers émis par le groupe sont comptablement qualifiés d'instruments de dettes dès lors qu'il existe une obligation contractuelle pour le groupe de délivrer de la trésorerie aux détenteurs de titres. C'est notamment le cas pour tous les titres subordonnés émis par le groupe.

1.4 Opérations en devises

Les actifs et passifs libellés dans une devise autre que la devise locale sont convertis au taux de change à la date d'arrêté.

❑ *Actifs ou passifs financiers monétaires*

Les gains ou pertes de change provenant de ces conversions sont comptabilisés dans le compte de résultat sous la rubrique « gains ou pertes nets sur portefeuille à la juste valeur par résultat ».

❑ *Actifs ou passifs financiers non monétaires*

Les gains ou pertes de change provenant de ces conversions sont comptabilisés dans le compte de résultat sous la rubrique « gains ou pertes nets sur les instruments financiers en juste valeur par résultat » si l'élément est classé en juste valeur par résultat ou parmi les plus ou moins-values latentes ou différées lorsqu'il s'agit d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres.

1.5 Dérivés et comptabilité de couverture

IFRS 9 permet aux entités de choisir, lors de la première application, d'appliquer les nouvelles dispositions en termes de comptabilité de couverture, ou de maintenir celles d'IAS 39.

Le Groupe a choisi de conserver les dispositions d'IAS 39. Des informations complémentaires en annexe ou dans le rapport de gestion sont, en revanche, incluses sur la gestion des risques et les effets de la comptabilité de couverture sur les états financiers, conformément à IFRS 7 révisé.

En outre, les dispositions prévues dans IAS 39 pour la couverture de valeur du risque de taux d'un portefeuille d'actifs ou passifs financiers, telles qu'adoptées par l'Union Européenne, continuent de s'appliquer.

Les instruments financiers dérivés sont des instruments qui présentent les trois caractéristiques suivantes :

- leur valeur fluctue en fonction de la variation d'un sous-jacent (taux d'intérêt, cours de change, actions, indices, matières premières, notations de crédit, etc.),
- ils ne requièrent qu'un investissement initial faible ou nul,
- leur règlement intervient à une date future.

Le groupe Cofidis traite des instruments dérivés simples (swaps, options vanilles), principalement de taux et classés essentiellement en niveau 2 de la hiérarchie de valeur.

Tous les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à leur juste valeur au bilan parmi les actifs ou passifs financiers. Ils sont comptabilisés par défaut comme des instruments de transaction, sauf à pouvoir être qualifiés d'instruments de couverture.

❑ *Détermination de la juste valeur des dérivés*

La majorité des dérivés de gré à gré, swaps, accords de taux futurs, caps, floors et options simples est valorisée selon des modèles standards, communément admis (méthode d'actualisation des flux futurs, modèle de Black and Scholes, techniques d'interpolation), fondés sur des données observables dans le marché (par exemple des courbes de taux). La valorisation de ces modèles est ajustée, afin de tenir compte des risques de liquidité et de crédit, associés à l'instrument ou au paramètre concerné, des primes de risques spécifiques destinées à compenser certains surcoûts qu'induirait la stratégie de gestion dynamique associée au modèle dans certaines conditions de marché et le risque de contrepartie présent dans la juste valeur positive des dérivés de gré à gré. Ce dernier inclut le risque de contrepartie propre présent dans la juste valeur négative des dérivés de gré à gré.

Lors de l'établissement des ajustements de valeur, chaque facteur de risque est considéré individuellement et aucun effet de diversification entre risques, paramètres ou modèles de nature différente n'est pris en compte. Une approche de portefeuille est le plus souvent retenue pour un facteur de risque donné. Les dérivés sont comptabilisés en actifs financiers, lorsque la valeur de marché est positive, en passifs financiers, lorsqu'elle est négative.

❑ Classification des dérivés et comptabilité de couverture

✓ Dérivés classés en actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Par défaut, tous les dérivés non qualifiés d'instruments de couverture selon les normes IFRS sont classés dans les catégories « actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat », même si économiquement, ils ont été souscrits en vue de couvrir un ou plusieurs risques.

Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est une composante d'un instrument hybride qui, séparé de son contrat hôte, répond à la définition d'un dérivé. Il a notamment pour effet de faire varier certains flux de trésorerie de manière analogue à celle d'un dérivé autonome.

Ce dérivé est détaché du contrat hôte qui l'abrite pour être comptabilisé séparément en tant qu'instrument dérivé en juste valeur par résultat lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- il répond à la définition d'un dérivé
- l'instrument hybride abritant ce dérivé incorporé n'est pas évalué en juste valeur par résultat,
- les caractéristiques économiques du dérivé et ses risques associés ne sont pas considérés comme étroitement liés à ceux du contrat hôte.
- l'évaluation distincte du dérivé incorporé à séparer est suffisamment fiable pour fournir une information pertinente.

Sous IFRS 9, seuls les dérivés incorporés à des passifs financiers peuvent être détachés du contrat hôte pour être comptabilisés séparément.

Comptabilisation

Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

✓ Comptabilités de couverture

Risques couverts

Le Groupe ne couvre comptablement que le risque de taux, via la microcouverture ou plus largement par le biais de la macro-couverture. La micro-couverture est une couverture partielle des risques qu'encourt une entité sur les actifs et passifs qu'elle détient. Elle s'applique spécifiquement à un ou à plusieurs actifs ou passifs pour lesquels l'entité couvre le risque de variation défavorable d'un type de risque, à l'aide de dérivés. La macro-couverture vise à immuniser l'ensemble du bilan du Groupe contre des évolutions défavorables, notamment des taux. La gestion globale du risque de taux est décrite dans le rapport de gestion, tout comme les autres risques (change, crédit...) qui peuvent faire l'objet d'une couverture économique se traduisant par l'adossement naturel des actifs/passifs ou la comptabilisation des dérivés en transaction. La micro-couverture s'effectue notamment dans le cadre des asset swaps, qui visent généralement à transformer un instrument à taux fixe en instrument à taux variable.

Trois formes de relation de couverture sont possibles. Le choix de la relation de couverture est effectué en fonction de la nature du risque couvert.

- La couverture de juste valeur permet de couvrir l'exposition aux variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers.
- La couverture de flux de trésorerie sert à couvrir l'exposition aux variations des flux de trésorerie d'actifs ou passifs financiers, d'engagements fermes ou de transactions futures.
- La couverture d'investissements nets en devises est comptabilisée comme la couverture de flux de trésorerie.

Les dérivés de couverture doivent satisfaire aux différents critères requis par la norme IAS 39 pour être comptablement qualifiés d'instruments de couverture. En particulier :

- l'instrument de couverture et l'élément couvert doivent tous deux être éligibles à la comptabilité de couverture.
- la relation entre l'élément couvert et l'instrument de couverture doit être formellement documentée, dès la mise en place de la relation de couverture. Cette documentation spécifie notamment les objectifs de gestion du risque de la direction, la nature du risque couvert, la stratégie sous-jacente ainsi que les modalités de mesure de l'efficacité de couverture.
- l'efficacité de cette couverture doit être démontrée, lors de la mise en place de la relation de couverture, puis tout au long de sa durée de vie, au moins à chaque date d'arrêté. Le rapport, entre la variation de valeur ou de résultat de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert, doit se situer dans un intervalle de 80% à 125%.

Le cas échéant, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée et ce, sur base prospective.

Couverture de juste valeur d'actifs ou de passifs financiers identifiés

Dans le cas d'une relation de couverture de juste valeur, les dérivés sont réévalués à leur juste valeur par contrepartie du compte de résultat dans la rubrique « gains ou pertes nets sur instruments financiers en juste valeur par résultat » symétriquement à la réévaluation des éléments couverts en résultat, liée au risque couvert. Cette règle s'applique également, si l'élément couvert est comptabilisé au coût amorti ou, s'il s'agit d'un actif financier classé en « Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres ». Les variations de juste valeur de l'instrument de couverture et de la composante risque couverte se compensent partiellement ou totalement, il ne reste en résultat que l'éventuelle inefficacité de la couverture.

La partie correspondante au réescompte de l'instrument financier dérivé est portée au compte de résultat, dans la rubrique « Produits et charges d'intérêts », symétriquement aux produits ou charges d'intérêts relatifs à l'élément couvert.

En cas d'interruption de la relation de couverture ou de non-respect des critères d'efficacité, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée sur une base prospective. Les dérivés de couverture sont transférés en

« actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat » et sont comptabilisés selon les principes applicables à cette catégorie. La valeur au bilan de l'élément couvert n'est postérieurement plus ajustée pour refléter les variations de juste valeur. Dans le cas d'instruments de taux identifiés initialement couverts, la réévaluation est amortie sur sa durée de vie résiduelle. Si les éléments couverts ne figurent plus au bilan du fait notamment de remboursements anticipés, les ajustements cumulés sont immédiatement portés en compte de résultat.

Dérivés de macro-couverture

Le groupe utilise les possibilités offertes par la Commission européenne pour la comptabilisation de ses opérations de macro-couverture. En effet, les modifications apportées par l'Union Européenne à la norme IAS 39 (« carve-out ») permettent d'inclure les dépôts à vue de la clientèle dans les portefeuilles de passifs à taux fixes couverts et, de ne mesurer aucune inefficacité en cas de sous-couverture. Les dépôts à vue sont intégrés en fonction des lois d'écoulement définies par la gestion de

bilan.

Pour chaque portefeuille d'actifs ou de passifs financiers portant un taux fixe, l'échéancier des dérivés de couverture est mis face à celui des éléments couverts, pour vérifier qu'il n'y a pas de sur-couverture.

Le traitement comptable des instruments dérivés de macro-couverture de juste valeur est similaire à celui des dérivés de couverture de juste valeur.

Les variations de juste valeur des portefeuilles couverts sont enregistrées au bilan dans la rubrique « Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » par la contrepartie du compte de résultat.

Couverture de flux de trésorerie

Dans le cas d'une relation de couverture de flux de trésorerie, les dérivés sont réévalués au bilan en juste valeur, par contrepartie des capitaux propres pour la partie efficace. La partie considérée comme inefficace est enregistrée au compte de résultat, dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les montants enregistrés en capitaux propres sont repris en résultat, dans la rubrique « Produits et charges d'intérêts », au même rythme que les flux de l'élément couvert affectent le résultat.

Les éléments couverts restent comptabilisés conformément aux règles spécifiques à leur catégorie comptable. En cas d'interruption de la relation de couverture ou de non-respect des critères d'efficacité, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée. Les montants cumulés inscrits en capitaux propres, au titre de la réévaluation du dérivé de couverture, sont maintenus en capitaux propres, jusqu'à ce que la transaction couverte affecte elle-même le résultat ou, lorsqu'il est déterminé qu'elle ne se réalisera pas. Ces montants sont alors transférés en résultat.

En cas de disparition de l'élément couvert, les montants cumulés inscrits en capitaux propres sont immédiatement transférés en résultat.

1.6 Décomptabilisation des actifs et passifs financiers

Le groupe décomptabilise tout ou partie d'un actif financier (ou d'un groupe d'actifs similaires) lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif expirent, ou lorsque le Groupe a transféré les droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier, et la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif.

Lors de la décomptabilisation d'un :

- actif ou passif financier au coût amorti ou à la juste valeur par résultat, un gain ou une perte de cession est enregistré dans le compte de résultat pour un montant égal à la différence entre la valeur comptable de cet actif ou passif et la valeur de la contrepartie reçue/versée,
- instrument de dettes à la juste valeur par capitaux propres : les gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres sont constatés en compte de résultat, ainsi que les plus et moins-values de cession,
- instrument de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres : les gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres ainsi que les plus et moins-values de cession sont constatées en réserves consolidées sans transiter par le compte de résultat.

Le groupe décomptabilise un passif financier lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrivée à expiration. Un passif financier peut également être décomptabilisé en cas de modification substantielle des conditions contractuelles ou d'échange avec le prêteur contre un instrument dont les conditions contractuelles sont substantiellement différentes.

1.7 Evaluation du risque de Crédit

Le modèle de dépréciation de la norme IFRS 9 est fondé sur une approche « pertes attendues » tandis que celui d'IAS 39 repose sur un modèle de pertes de crédit avérées, impliquant une comptabilisation jugée trop tardive et trop faible des pertes de crédit au moment de la crise financière. Dans ce modèle IFRS 9, les dépréciations sont constatées, pour les actifs financiers n'ayant pas fait l'objet d'indications objectives de pertes à titre individuel, à partir d'historiques de pertes observées mais aussi de prévisions raisonnables et justifiables des flux futurs de trésorerie.

Ainsi, le nouveau modèle de dépréciation de la norme IFRS 9 s'appliquera à l'ensemble des instruments de dettes évalués au coût amorti ou en juste valeur par capitaux propres, qui seront répartis en 3 catégories :

- Bucket 1 : provisionnement sur la base des pertes de crédit attendues à 12 mois (résultant de risques de défaut dans les 12 mois à venir) sur les instruments émis ou acquis, dès leur entrée au bilan, des actifs financiers, et lorsqu'aucune augmentation significative du risque de crédit n'a été constatée depuis la comptabilisation initiale,
 - Bucket 2 : provisionnement sur la base des pertes de crédit attendues à maturité (résultant de risques de défauts sur toute la durée de vie résiduelle de l'instrument) devront être comptabilisées lorsqu'une augmentation significative du risque de crédit sera constatée depuis la comptabilisation initiale,
 - Bucket 3 : catégorie regroupant les actifs financiers dépréciés pour lesquels il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement survenu postérieurement à la mise en place du prêt. Cette catégorie équivaut au périmètre des encours qui étaient déjà dépréciés individuellement sous IAS 39.
- Pour les statuts 1 et 2, la base de calcul des produits d'intérêt est la valeur brute de l'actif avant dépréciation tandis que pour le statut 3, il s'agit de la valeur nette après dépréciation.

Gouvernance

Les modèles pour l'affectation dans les compartiments, les scénarios prospectifs et les méthodologies de calcul des paramètres constituent le socle méthodologique des calculs de dépréciation. Ils sont validés au plus haut niveau du groupe et ont vocation à être appliqués dans l'ensemble des entités en fonction des portefeuilles concernés. L'ensemble du socle méthodologique puis toute modification de méthodologie, de pondération des scénarios ou de calcul des paramètres ainsi que le calcul des provisions devront faire l'objet d'une validation par les instances dirigeantes de Cofidis Group.

L'augmentation significative du risque de crédit s'appréciera en :

- tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables, et
- en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec celui à la date de la comptabilisation initiale.

Au niveau du groupe, cela se traduit par la mesure du risque au niveau de l'emprunteur, mais après l'évaluation de la variation du risque au niveau de chaque contrat.

Pour définir la frontière entre les buckets 1 et 2 :

- le groupe s'appuiera sur les modèles développés pour les besoins prudentiels et sur l'évaluation du risque de défaut à 12 mois (représenté par une cotation ou un taux de défaut), comme la norme l'y autorise.
- il associera à ces données quantitatives, des critères qualitatifs tels que les impayés/retards de plus de 30 jours, la notion de crédits restructurés, ...
- des méthodes moins complexes seront utilisées pour les entités ou petits portefeuilles, classés prudentiellement en méthode standard et ne disposant pas de systèmes de notation.

Les travaux opérationnels menés dans le Groupe au cours de l'année 2018, ont principalement visé à :

- définir les frontières entre les statuts 1 et 2 sur les différentes catégories d'exposition du groupe, la méthodologie de prise en compte, dans les paramètres, des informations de nature prospective. Celle-ci intégrera pour la probabilité de défaut, trois scénarii (optimiste, neutre, pessimiste), qui seront pondérés en fonction de la vision du Groupe quant à l'évolution du cycle économique sur 5 ans.
- documenter l'ensemble du corpus de règles,
- finaliser l'adaptation du système d'information.

L'évaluation des pertes de crédit attendues (ECL) intègre des informations prospectives (forward looking) qui reposent sur plusieurs scénarios macro-économiques (optimiste, central, adverse).

Les scénarios sont établis par les économistes du Crédit Mutuel et reflètent la vision du groupe sur l'environnement économique futur. Ils sont pondérés selon une probabilité de survenance qui repose sur des jugements de management, ce qui constitue une estimation significative.

L'impact sensibilité d'une baisse de 10 bp du taux de FL serait un produit de 33 M€.

1.8 Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le montant auquel un actif pourrait être vendu ou un passif transféré, entre des parties bien informées, et consentantes agissant dans des conditions de concurrence normales.

Lors de la comptabilisation initiale d'un instrument, la juste valeur est généralement le prix de transaction.

Lors des évaluations ultérieures, cette juste valeur doit être déterminée. La méthode de détermination à appliquer varie selon que l'instrument est négocié sur un marché considéré comme actif ou pas.

□ Instruments négociés sur un marché actif

Lorsque les instruments sont négociés sur un marché actif, la juste valeur est déterminée en fonction des prix cotés, car ils représentent alors la meilleure estimation possible de la juste valeur. Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif, si des cours sont aisément et régulièrement disponibles (auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un intermédiaire ou encore sur un système de cotation) et que ces prix représentent des transactions réelles et intervenant régulièrement sur le marché, dans des conditions de concurrence normale.

□ Instruments négociés sur un marché non actif

Les données observables sur un marché sont à retenir, tant qu'elles reflètent la réalité d'une transaction dans des conditions normales à la date d'évaluation, et qu'il n'est pas nécessaire d'ajuster cette valeur de manière trop importante. Dans les autres cas, le groupe utilise des données non observables, « mark-to-model ».

Lorsqu'il n'y a pas de données observables ou lorsque les ajustements des prix de marché nécessitent de se baser sur des données non observables, l'entité peut utiliser des hypothèses internes relatives aux flux de trésorerie futurs et de taux d'actualisation, comprenant les ajustements liés aux risques que le marché intégrerait. Ces ajustements de valorisation permettent d'intégrer notamment, des risques qui ne seraient pas appréhendés par le modèle, des risques de liquidité associés à l'instrument ou au paramètre concerné, des primes de risque spécifiques destinées à compenser certains surcoûts qu'induirait la stratégie de gestion dynamique associée au modèle dans certaines conditions de marché.

Lors de l'établissement des ajustements de valeur, chaque facteur de risque est considéré individuellement et aucun effet de diversification entre risques, paramètres ou modèles de nature différente n'est pris en compte. Une approche de portefeuille est le plus souvent retenue pour un facteur de risque donné.

Dans tous les cas, les ajustements sont pratiqués par le groupe de manière raisonnable et appropriée, en ayant recours au jugement.

□ Hiérarchie de juste valeur

Il existe trois niveaux de juste valeur des instruments financiers :

- Niveau 1 : prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques ; Sont notamment concernés les titres de créances cotés par au moins trois contributeurs et les dérivés cotés sur un marché organisé.
- Niveau 2 : des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix). Sont notamment présentés en niveau 2 les swaps de taux d'intérêt dont la juste valeur est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêté.
- Niveau 3 : des données relatives à l'actif ou au passif, qui ne sont pas des données observables de marché (données non observables). Figurent notamment dans cette catégorie les titres de participations non consolidées détenus ou non via les entités de capital risque, dans les activités de marché, les titres de créances cotés par un seul contributeur et les dérivés utilisant principalement des paramètres non observables. L'instrument est classé au même niveau de la hiérarchie que le plus bas niveau de la donnée d'entrée qui est importante pour la juste valeur prise dans son ensemble. Compte tenu de la diversité et de la volumétrie des instruments valorisés en niveau 3, la sensibilité de la juste valeur à la variation des paramètres serait peu significative.

2 - Impôts différés

La norme IAS 12 impose la comptabilisation d'impôts différés dans les cas suivants :

- un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par : la comptabilisation initiale d'un goodwill, ou la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de transaction.

- un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible, à moins que l'actif d'impôt différé ne soit généré par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de transaction.

- un actif d'impôt différé doit également être comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés, dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Les taux d'imposition utilisés pour l'évaluation sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du règlement du passif, dans la mesure où ces taux ont été adoptés à la date de clôture.

Les plus-values sur les titres de participation, telles que définies par le Code Général des Impôts et relevant du régime fiscal long terme, sont exonérées pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2007. Aussi, les plus-values latentes constatées à la clôture de l'exercice ne génèrent-elles pas non plus de différences temporelles devant donner lieu à la constatation d'impôts différés.

L'impôt différé est comptabilisé dans le résultat net de l'exercice sauf dans la mesure où l'impôt est généré :

- soit par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans le même exercice ou un exercice différent, auquel cas il est directement débité ou crédité dans les capitaux propres,
- soit par un regroupement d'entreprises.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si et seulement si :

- l'entité a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôts exigibles et,

- les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale, soit sur la même entité imposable, soit sur des entités imposables différentes qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôts exigibles sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, lors de chaque exercice futur au cours duquel on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôts différés soient réglés ou récupérés.

Le calcul des impôts différés ne fait l'objet d'aucune actualisation.

3 - Immobilisations

Conformément à la norme IAS 16, lorsqu'une immobilisation est structurée par composants à durée d'utilisation différente, ceux-ci sont comptabilisés et amortis comme des éléments distincts. La base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Lorsqu'aux termes d'un contrat de location dont Cofidis Group est preneur, il apparaît que la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété est transférée par le bailleur au preneur, les actifs correspondants sont inscrits lors de leur première comptabilisation, en immobilisations corporelles dans le bilan de Cofidis Group, pour un montant égal à la juste valeur du bien loué ou à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, si celle-ci est inférieure. Ce montant est ensuite diminué des amortissements et des pertes de valeur constatés. Les engagements financiers qui en découlent figurent dans les dettes financières. Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire sur la durée prévisible d'utilisation des actifs. Principales durées d'utilisations retenues :

- Terrain aménagements réseaux : 15-30 ans
- Constructions – gros œuvre structure : 20-80 ans (en fonction du type d'immeuble concerné)
- Constructions – équipements : 10-40 ans
- Agencements et installations : 5-15 ans
- Mobilier et matériel de bureau : 5-10 ans
- Matériel de sécurité : 3-10 ans
- Matériel roulant : 3-5 ans
- Matériel informatique : 3-5 ans
- Logiciels acquis ou créés en interne : 1-10 ans
- Fonds de commerce acquis : 9-10 ans (si acquisition de portefeuille de contrats clientèle)

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à leur valeur recouvrable, celle-ci étant définie comme la plus élevée de la juste valeur (diminuée du coût de cession) et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation du bien et de sa cession.

Dans le cas où le montant recouvrable serait inférieur à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants. Les pertes de valeur relatives aux immobilisations incorporelles peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient plus élevée que la valeur nette comptable (dans la limite de la dépréciation initialement comptabilisée).

Les éléments dont dispose Cofidis Group sur la valeur des immobilisations (hors écarts d'acquisition) lui permettent de conclure que les tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification des valeurs inscrites au bilan au 31 décembre 2025.

4 – Ecarts d'acquisition

4.1 Comptabilisation initiale

Les actifs et passifs acquis dans le cadre de regroupement d'entreprises sont enregistrés suivant la méthode de l'acquisition : les actifs et passifs sont alors évalués à leur juste valeur. L'écart résiduel entre le prix d'acquisition et les actifs et passifs réévalués est comptabilisé le cas échéant sous la rubrique « Ecart d'acquisition » (« goodwill »).

4.2 Tests de dépréciation et Unités Génératrices de Trésorerie

Conformément à la norme IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises », les écarts d'acquisition ne font plus l'objet d'un amortissement annuel systématique : la valeur nette des éléments incorporels fait en effet l'objet d'une analyse périodique fondée sur une actualisation des flux financiers futurs correspondant aux hypothèses les plus probables retenues par la Direction (selon l'approche Discounted Dividend Method). Ce test de perte de valeur est fondé sur des hypothèses en termes de taux de croissance, de taux d'actualisation et de taux d'imposition. Les hypothèses retenues reposent sur les plans d'affaires des années futures, avec éventuellement une projection rallongée dans le cas de filiales n'ayant pas encore atteint un niveau suffisant de maturité. Cette évaluation est réalisée sur une base annuelle, ou lorsqu'un événement significatif le nécessite. Une dépréciation est enregistrée lorsque l'évaluation révèle une insuffisance de valeur des éléments incorporels appréciés.

Afin d'effectuer ce test de perte de valeur, les écarts d'acquisition sont ventilés par Unités Génératrices de Trésorerie (UGT), qui correspondent à des ensembles homogènes générant conjointement des flux de trésorerie identifiables et qui sont largement indépendants des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs. La valeur d'utilité de ces unités est déterminée par référence à des flux futurs nets de trésorerie actualisés. Lorsque la valeur nette comptable de l'UGT est supérieure à la valeur d'utilité, une perte de valeur est enregistrée pour la différence et est imputée en priorité sur les écarts d'acquisition.

Dans le cadre de sa transition aux normes IFRS, le groupe a considéré que les entités légales étaient constitutives des UGT.

5 - Provisions

Cofidis Group a identifié l'ensemble de ses obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un événement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable.

Au titre de ces obligations, Cofidis Group a constitué des provisions qui couvrent notamment :

- les engagements sociaux,
- les risques opérationnels,
- les litiges,
- les risques juridiques.

Ces provisions sont estimées selon leur nature, en tenant compte des hypothèses les plus probables. Le montant de l'obligation qu'elle soit légale, réglementaire ou contractuelle, est actualisé pour déterminer le montant de la provision, dès lors que cette actualisation représente un caractère significatif.

6 - Avantages au personnel

6.1 Avantages au personnel

Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :

- les avantages à court terme,
- les avantages postérieurs à l'emploi,
- les avantages à long terme,
- les indemnités de fin de contrat de travail,

Ils sont comptabilisés depuis le 1er janvier 2012 selon la norme IAS 19R appliquée par anticipation. Les nouvelles dispositions se traduisent pour :

- les avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies, par la constatation immédiate des écarts actuariels en gains ou pertes latents ou différés comptabilisés en capitaux propres, et des modifications de régime en résultat, l'application, aux actifs du régime, du taux d'actualisation de la dette et un renforcement des informations à présenter en annexe ;

6.1.1 Les avantages à court terme

Les avantages à court terme comprennent :

- les salaires, rémunérations et cotisations sociales,
- les absences rémunérées à court terme (notamment les congés annuels et congés maladie),
- l'intéressement et les primes,
- les avantages non monétaires (assistance médicale, logement, voitures de fonction...) accordés au personnel en activité.

L'ensemble de ces avantages à court terme est comptabilisé en charge sur l'exercice.

6.1.2 Les avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages postérieurs à l'emploi concernent essentiellement les retraites et sont réglementés par des régimes classés en deux catégories :

- les régimes à cotisations définies : ils sont ceux pour lesquels l'obligation du groupe se limite uniquement au versement d'une cotisation, mais ne comporte aucun engagement du groupe sur le niveau des prestations fournies. Les cotisations versées constituent des charges de l'exercice.
- les régimes à prestations définies : ils désignent les régimes pour lesquels le groupe s'engage formellement ou par obligation implicite sur un montant ou un niveau de prestations et supporte donc le risque à moyen ou long terme.

Le principe est que le coût des avantages postérieurs à l'emploi doit être comptabilisé en charges durant la période d'activité du salarié et non pas au moment où celui-ci reçoit effectivement ces prestations :

- dans un régime à cotisations définies, l'entreprise est déchargée de toute obligation à partir du moment où elle a payé ses cotisations au fonds. Le coût des avantages postérieurs à l'emploi correspond donc tout simplement aux cotisations de la période,
- dans un régime à prestations définies, le coût des avantages postérieurs à l'emploi dépend, d'une part, de la variation du montant des engagements de l'entreprise durant la période et, d'autre part, de l'évolution de la valeur des actifs du fonds.

Une provision est enregistrée au passif du bilan afin de couvrir l'intégralité des engagements de retraite. L'évaluation réalisée sur une base au minimum annuelle intègre des hypothèses démographiques, de départs anticipés, d'augmentation de salaires et de taux d'actualisation et d'inflation.

Lorsque ces régimes sont financés par des fonds externes répondant à la définition d'actifs du régime, la provision destinée à couvrir les engagements concernés est minorée du montant de la juste valeur de ces fonds.

Les différences générées par les changements de ces hypothèses et par les différences entre les hypothèses antérieures et les réalisations constituent des écarts actuariels. Lorsque le régime dispose d'actifs, ceux-ci sont évalués à la juste valeur et impactent le résultat pour leur rendement attendu. L'écart entre le rendement réel et le rendement attendu constitue également un écart actuariel.

Les écarts actuariels sont constatés en gains ou pertes latents ou différés, comptabilisés en capitaux propres. Les réductions et liquidations de régime génèrent une variation de l'engagement qui est comptabilisée dans le compte de résultat de l'exercice.

6.1.3 Les indemnités de fin de contrat de travail

Ces indemnités sont comptabilisées si et seulement si l'entreprise est « manifestement engagée » à mettre fin au contrat de travail d'un ou plusieurs membres du personnel avant l'âge normal de la retraite ou accorder ces indemnités suite à une offre faite pour encourager les départs volontaires.

La norme IAS 19 précise que l'entreprise est « manifestement engagée » à mettre fin à un contrat de travail si et seulement si elle a un plan formalisé et détaillé de licenciement sans possibilité réelle de se rétracter. Elle ajoute qu'un tel plan doit, au minimum, indiquer :

- l'implantation, la fonction et le nombre approximatif des personnes concernées,
- les indemnités prévues pour chaque fonction ou classification professionnelle,
- la date à laquelle le plan sera mis en œuvre.

Ces indemnités font l'objet d'une provision à la clôture de l'exercice.

7 - Instruments de capitaux propres : titres super subordonnés

7.1 Caractéristique des titres super subordonnés

La Loi de Sécurité Financière de 2003 a introduit la possibilité d'émettre des titres qualifiés de « super subordonnés ». Ces titres sont de nature perpétuelle et sont donc émis pour une durée indéterminée, aucune date de remboursement n'étant contractuellement établie. En cas de liquidation judiciaire de l'émetteur, le rang d'exigibilité des détenteurs de tels titres est de priorité inférieure à celui de toutes les autres catégories d'obligations. L'émetteur dispose le plus souvent d'une option de remboursement à compter d'une échéance donnée et est tenu de payer des intérêts aux porteurs des titres lorsqu'il a procédé au cours de la période à des versements de dividendes.

7.2 Traitement comptable : nominal et charges d'intérêt

Les normes IAS 32 et IAS 39 relatives à la comptabilisation et la présentation des instruments financiers, distinguent les instruments de dettes et des instruments de capitaux propres, en se fondant notamment sur la substance des caractéristiques contractuelles de l'instrument.

Selon la norme IAS 32, un instrument financier pour lequel un remboursement en actions propres n'est pas prévu, est un instrument de capitaux propres s'il n'y a aucune obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou un autre actif financier à des conditions potentiellement défavorables pour l'émetteur. Lorsque le remboursement du capital est à la seule discrétion de l'émetteur, le classement de titres émis en instruments de dettes ou en instruments de capitaux propres est déterminé sur la base des autres droits qui leur sont attachés. Lorsque la rémunération des titres est à la discrétion de l'émetteur, les titres sont des instruments de capitaux propres.

Les titres super subordonnés non remboursables, sauf à l'initiative de l'émetteur, et pour lesquels le paiement d'un coupon n'est pas obligatoire, constituent des capitaux propres consolidés et sont alors comptabilisés à hauteur du montant en trésorerie reçu.

Les coupons s'y rattachant sont inscrits dans les charges financières de l'exercice dans les comptes individuels de l'émetteur et sont, au niveau des comptes consolidés, portés en minoration des capitaux propres pour le montant payé net d'impôt.

8 - Produits et charges d'intérêts

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du

taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise les encaissements ou décaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie estimée de l'instrument financier de manière à obtenir la valeur nette comptable de l'actif ou du passif financier. Pour déterminer le taux d'intérêt effectif, le groupe estime les flux de trésorerie en prenant en considération les modalités contractuelles. Ce calcul inclut les commissions payées ou reçues entre les parties au contrat ou les intermédiaires dès lors qu'elles sont liées au rendement de l'instrument financier ainsi que les coûts de transactions et les décotes.

Dès qu'un actif financier ou un groupe d'actifs financiers similaires a été déprécié à la suite d'une perte de valeur, les produits d'intérêts ultérieurs sont comptabilisés au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » sur la base du taux d'intérêt effectif d'origine.

9 – Produits nets de commissions

Les commissions directement liées à la mise en place du prêt sont étalées selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le groupe enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent. Les commissions rémunérant des services continus sont étalées en résultat sur la durée de la prestation rendue. Les commissions rémunérant des services ponctuels, telles que les pénalités sur incidents de paiement, sont intégralement enregistrées en résultat, sous la rubrique « produits de commissions », quand la prestation est réalisée.

10- Les contrats de location

La définition des contrats de location implique d'une part, l'identification d'un actif et, d'autre part, le contrôle par le preneur du droit d'utilisation de cet actif. Côté preneur, les contrats de location simple et les contrats de location financement seront comptabilisés selon un modèle unique, avec constatation :

- d'un actif représentatif du droit d'utilisation du bien loué pendant la durée du contrat,
- en contrepartie d'une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers,
- d'un amortissement linéaire de l'actif et de charges d'intérêts dégressives au compte de résultat.

Le groupe active principalement ses contrats immobiliers, à l'exception de ceux en situation de tacite reconduction (compte tenu du préavis de 6 mois pour la résiliation). La flotte automobile n'a été retraitée que lorsqu'elle était localement significative et les matériels informatiques et de sécurité ont été écartés au motif de leur caractère substituable, conformément à la norme.

D'autres actifs sous-jacents ont pu être écartés via les exemptions de courte durée et de faible valeur (fixée à 5 K€). Le groupe n'a pas de contrat de location pouvant donner lieu à la comptabilisation d'actif incorporel ou d'immeuble de placement.

Ainsi, les droits d'utilisation sont enregistrés en « immobilisations corporelles », et les obligations locatives en « autres passifs ». Les droits au bail, sont reclassés en immobilisations corporelles quand ils concernent des contrats qui ne sont pas en tacite reconduction. Les droits d'utilisation et les obligations locatives font l'objet d'impôts différés actifs ou passifs pour le montant net des différences temporelles imposables et déductibles.

Au compte de résultat, les charges d'intérêt figurent en « marge d'intérêt » tandis que les dotations aux amortissements sont présentées dans la rubrique dédiée des frais généraux.

Pour le calcul de l'obligation locative sont utilisés :

- la durée contractuelle. Sur les baux commerciaux, le groupe suit la position ANC, en application des dispositions contractuelles : tout nouveau contrat de ce type sera activé sur une durée de 9 ans. En effet, au plan comptable, il n'existe pas d'option de renouvellement au terme du bail et que par conséquent, la période pendant laquelle le contrat est exécutoire est généralement de 9 ans, compte tenu des choix d'implantation du groupe,
- le taux d'actualisation est le taux marginal d'endettement correspondant à la durée retenue. Il s'agit d'un taux amortissable par centrale de refinancement du groupe,
- le loyer hors taxes. Le groupe est marginalement concerné par les loyers variables,

11 – Jugements et estimations utilisés dans la préparation des états financiers

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers au 31 décembre 2025 exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Ces dernières peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- les activités des marchés nationaux et internationaux,
- les fluctuations des taux d'intérêt et de change,
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays,
- les modifications de la réglementation ou de la législation.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

11.1 Instruments financiers évalués à leur juste valeur

La juste valeur est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé ou un passif éteint, entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale.

La juste valeur retenue pour évaluer un instrument financier est en premier lieu la cotation de l'instrument financier lorsqu'il est coté sur un marché actif. En l'absence de marché actif, la juste valeur est alors déterminée à l'aide de techniques d'évaluation. Un instrument financier est considéré comme coté sur un marché actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles et intervenant régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Lorsqu'un instrument financier est traité sur différents marchés et que le groupe a un accès immédiat sur ces marchés, la juste valeur de l'instrument financier est représentée par le prix du marché. Lorsqu'il n'existe pas de cotations pour un instrument financier donné mais que les composantes de cet instrument financier sont cotées, la juste valeur est égale à la somme des prix cotés des différentes composantes de l'instrument financier en intégrant le cours acheteur et vendeur de la position nette.

Lorsque le marché d'un instrument financier n'est pas actif, sa juste valeur est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation. Celles-ci intègrent, en fonction de l'instrument financier, l'utilisation de données issues de transactions récentes, de justes valeurs d'instruments financiers comparables et de modèles de valorisation fondés sur les actualisations des flux futurs de trésorerie.

11.2 Régimes de retraites et autres avantages sociaux futurs

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la direction. Si les chiffres réels diffèrent des hypothèses utilisées, la charge liée aux prestations de retraite peut augmenter ou diminuer lors des exercices futurs.

Le taux de rendement prévu sur les actifs des régimes est également estimé par la direction. Les rendements estimés sont fondés sur le rendement prévu des titres à revenu fixe comprenant notamment le rendement des obligations.

11.3 Dépréciations des créances clients

La valeur du poste « Prêts et créances » est ajustée par une provision relative aux créances dépréciées lorsque le risque de non-recouvrement de ces créances est avéré. L'évaluation de cette provision sur base actualisée est estimée en fonction d'un certain nombre de facteurs. Il est possible que les évaluations futures du risque de crédit diffèrent de façon significative des évaluations actuelles, ce qui pourrait nécessiter une augmentation ou une diminution du montant de la provision.

11.4 Provisions

L'évaluation d'autres provisions peut également faire l'objet d'estimations, notamment les provisions pour risques juridiques qui résultent de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la clôture.

11.5 Dépréciation des écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition sont soumis à des tests de dépréciation au moins une fois par an. Les hypothèses retenues en termes de croissance des activités, de taux d'actualisation des flux financiers futurs peuvent influencer le montant des éventuelles pertes de valeur à constater. Une description de la méthode appliquée est détaillée dans le chapitre « Principes et méthodes de consolidation ».

11.6 Incertitude relative aux traitements fiscaux

Le 7 juin 2017, a été publiée l'interprétation IFRIC 23 « incertitude relative aux traitements fiscaux », applicable au 1^{er} janvier 2019.

Ce texte induit une présomption que l'administration fiscale :

- contrôlera tous les montants qui lui sont reportés,
- a accès à l'ensemble de la documentation et du savoir nécessaire.

L'entité doit évaluer la probabilité que l'administration fiscale accepte / n'accepte pas la position retenue et en tirer les conséquences sur le résultat fiscal, les bases fiscales, les déficits reportables, les crédits d'impôts non utilisés et les taux d'imposition. En cas de position fiscale incertaine (i.e. il est probable que l'administration fiscale n'acceptera pas la position prise), les montants à payer sont évalués sur la base du montant le plus probable ou de la valeur attendue selon la méthode qui reflète la meilleure anticipation du montant qui sera payé ou reçu.

Le champ d'application de ce texte se limite à l'impôt sur le résultat (courant/différé). Le groupe considère qu'il n'entraîne pas de changement par rapport à la pratique actuelle. Aujourd'hui un risque est reconnu dès la survenance d'un redressement, cela peut être le redressement de l'entité elle-même, d'une entité liée ou d'un redressement de place c'est-à-dire d'une entité tierce.

IV – Notes sur le bilan consolidé**1 - Caisse, banques centrales (en milliers d'euros)**

	31/12/2024	31/12/2025
Comptes ouverts auprès des banques centrales	0	0
Disponibilités	31 048	30 923
Total	31 048	30 923

2 - Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

Au 31 décembre 2025, les actifs financiers à la juste valeur par le compte de résultat s'établissent à 336 milliers d'euros. Le groupe ne détient pas de passif financier à la juste valeur par le compte de résultat.

	31/12/2024	31/12/2025
Titres à la juste valeur par résultat	565	336
Total des titres à la juste valeur par résultat	565	336

3 - Instruments dérivés**3.1-Instruments dérivés de couverture**

Au 31 décembre 2025, les opérations sur instruments financiers à terme sur taux d'intérêt s'élèvent à 44 959 milliers d'euros à l'actif et 50 895 milliers d'euros au passif. Le portefeuille se décompose comme suit :

- swaps payeurs à taux fixe utilisés pour couvrir les risques associés au financement des encours à taux fixe,
- swaps receveurs à taux fixe utilisés pour couvrir les risques associés aux prêts consentis à taux variable,
- options de taux (notamment CAP garantie d'un taux plafond) utilisées pour se prémunir contre une hausse du coût de financement des encours à taux révisable issue d'une forte augmentation des taux.
- Swap de devises payeur à taux fixe en forint hongrois et couronne tchèque utilisé pour couvrir le risque associé au refinancement de Cofidis Hongrie et République Tchèque.

Instruments dérivés de couverture – juste valeur actif (en milliers d'euros)

	31/12/2025				31/12/2024
	< 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans	Total en valeur de marché	
Swaps	35 555	6 168	3 236	44 959	57 469
Options	0	0	0	0	0
Total	35 555	6 168	3 236	44 959	57 469

	31/12/2024	31/12/2025
Instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie	4 949	8 182
Instruments dérivés de couverture de change	0	0
Instruments dérivés de couverture de juste valeur (1)	52 520	36 777

Total	57 469	44 959
--------------	---------------	---------------

Instruments dérivés de couverture – juste valeur passif (en milliers d’euros)

	31/12/2025				31/12/2024
	< 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans	Total en valeur de marché	
Swaps	36 160	14 433	302	50 895	96 792
Options	0	0	0	0	0
Total	36 160	14 433	302	50 895	96 792

	31/12/2024	31/12/2025
Instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie	19 329	9 194
Instruments dérivés de couverture de change	0	0
Instruments dérivés de couverture de juste valeur (1)	77 463	41 701
Total	96 792	50 895

La stratégie d’utilisation des instruments de couverture fait l’objet d’une explication détaillée en note IX « Exposition aux risques et politique de couverture ».

(1) Concernant la couverture de juste valeur se référer au § III.1.5.

3.2 Hiérarchie de juste valeur des instruments financiers

Il existe trois niveaux de juste valeur des instruments financiers, conformément à ce qui a été défini par la norme IFRS 7 :

- Niveau 1 : des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques ;
- Niveau 2 : des données autres que les prix cotés visés au Niveau 1, qui sont observables pour l’actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix) ;
- Niveau 3 : des données relatives à l’actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (données non observables).

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Transferts N1 => N2	Transferts N2 => N1
Actifs financiers						
Actifs à la juste valeur par résultat		336		336	0	0
Instruments dérivés de couverture	0	44 959	0	44 959	0	0
Total	0	45 295	0	45 295	0	0
Passifs financiers						
Instruments dérivés de couverture	0	50 895	0	50 895	0	0
Total	0	50 895	0	50 895	0	0

3.3 Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux

	Juste valeur 31/12/2024	Juste valeur 31/12/2025	Variation de juste valeur
Juste valeur du risque de taux d’intérêt par portefeuilles			
. d’actifs financiers	30 854	3 534	27 320
. de passifs financiers	0	0	0

4 Titres au coût amorti

	31/12/2024	31/12/2025
Titres à la juste valeur par résultat	565	336
Total des titres à la juste valeur par résultat	565	336
Certificats d’association au fonds de garantie des dépôts	10 575	7 675
Total des titres au coût amorti	10 575	7 675

	JV des actifs non dépréciés	JV des actifs dépréciés	Valeur comptable nette
Administrations centrales	0	0	0
Établissements de crédit	8 012	0	8 012
Institutions non établissements de crédit	0	0	0
Grandes entreprises	0	0	0
Clientèle de détail	0	0	0
Total	8 012	0	8 012

5 - Prêts et créances sur les établissements de crédit au coût amorti (en milliers d’euros)

	31/12/2024	31/12/2025
Comptes et prêts	1 055 145	2 195 250
Créances rattachées	2 926	2 718
Total des prêts et créances envers les EDC	1 058 071	2 197 968

Le poste « prêts et créances sur les établissements de crédit » ne présente aucune dépréciation.

6 - Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti (en milliers d'euros)

	31/12/2025		
	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette
Créances saines (S1)	18 735 442	395 915	18 339 527
Créances saines (S2)	1 588 180	298 336	1 289 844
Créances douteuses (S3)	2 869 398	1 731 327	1 138 071
Prêts et créances sur la clientèle	23 193 020	2 425 578	20 767 442

	31/12/2024		
	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette
Créances saines (S1)	17 228 017	375 254	16 852 763
Créances saines (S2)	1 435 429	290 537	1 144 892
Créances douteuses (S3)	2 654 382	1 598 816	1 055 566
Prêts et créances sur la clientèle	21 317 828	2 264 608	19 053 220

Ventilation par échéance des prêts et créances sur la clientèle (en milliers d'euros)

	31/12/2025		
	Moins d'un an	Plus d'un an	Total
Prêts et créances sur la clientèle	5 234 369	15 533 072	20 767 442

	31/12/2024		
	Moins d'un an	Plus d'un an	Total
Prêts et créances sur la clientèle	4 853 598	14 199 622	19 053 220

Evolutions des dépréciations sur prêts et créances

	31/12/2024	Dotations Reprises	Autres	31/12/2025
Provisions sur créances saines (S1)	375 254	19 888	772	395 915
Provisions sur créances saines (S2)	290 537	7 284	515	298 336
Provisions sur créances douteuses (S3)	1 598 816	129 685	2 826	1 731 327
Dépréciations prêts et créances sur la clientèle	2 264 608	156 857	4 113	2 425 578

7 - Comptes de régularisation et actifs divers

	31/12/2024	31/12/2025
Débiteurs divers	58 499	51 114
Autres	4 360	7 815
Total actifs divers	62 859	58 929
Produits à recevoir	19 183	17 452
Charges constatées d'avance	37 214	41 416
Autres	85 916	45 460
Total Comptes de régularisation	142 314	104 328
Total actifs divers et comptes de régularisation	205 173	163 257

8- Immobilisations corporelles

Les variations des valeurs brutes des immobilisations corporelles et des amortissements cumulés sont présentées dans le tableau ci-après (en milliers d'euros) :

	31/12/2024	Augmentations	Diminutions	Autres	31/12/2025
Terrains	80 762	1 918	-177	0	82 504
Matériel informatique	5 978	60	-166	149	6 021
Matériel de bureau	18 535	2 046	-123	122	20 580
Aménagements des bâtiments	133 842	8 049	-3 455	262	138 697
Droits d'utilisation - immobilier	64 650	6 437	1 096	-676	71 507
Droit d'utilisation - flotte automobile	5 414	841	492	-969	5 778
Autres immobilisations corporelles	20 704	1 424	-3 383	157	18 902
Valeur brute des immobilisations corporelles	329 885	20 775	-5 716	-955	343 990
Terrains	18 540	1 815	-177	0	20 178
Matériel informatique	5 523	260	-165	129	5 746
Matériel de bureau	14 641	1 240	-108	106	15 880
Aménagements des bâtiments	50 358	7 413	-3 443	153	54 482
Droits d'utilisation - immobilier	41 341	6 743	19 333	-38 011	29 406

Droit d'utilisation - flotte automobile	3 764	824	398	-789	4 197
Autres immobilisations corporelles	10 058	1 101	-215	47	10 991
Amortissements des immobilisations corporelles	144 225	19 396	15 624	-38 365	140 879
Provision sur immobilisations corporelles	9 414	600	0	0	10 014
Valeur nette des immobilisations corporelles	176 247	780	-21 340	37 411	193 097

9 - Immobilisations incorporelles

Les variations des valeurs brutes des immobilisations incorporelles et des amortissements cumulés sont présentées dans le tableau ci-après (en milliers d'euros) :

	31/12/2024	Augmentations	Diminutions	Autres	31/12/2025
Droit au bail	16	1	-12	1	6
Marques acquises dans le cadre de regroupement	12 597	0	0	0	12 597
Frais d'établissement	7	0	0	0	7
Logiciels achetés	70 211	5 750	-2 897	786	73 850
Avances et acomptes	191	65	-262	6	0
Autres immobilisations incorporelles	380	261	0	635	1 277
Valeur brute des immobilisations incorporelles	85 819	6 077	-4 977	1 534	88 453
Droit au bail	16	0	-12	1	5
Marques acquises dans le cadre de regroupement	1 359	0	0	0	1 359
Frais d'établissement	7	0	0	0	7
Logiciels achetés	60 714	6 208	-2 869	592	64 645
Autres immobilisations incorporelles	2 408	253	0	6	2 668
Amortissements et provisions des immobilisations incorporelles	66 873	6 992	-5 952	1 458	69 370
Valeur nette des immobilisations incorporelles	18 946	-915	976	76	19 083

10- Ecart d'acquisition (en milliers d'euros)

L'évolution et la répartition des écarts d'acquisition se présentent comme suit :

	31/12/2024	31/12/2025
Cofidis Belgique	17 900	17 900
Cofidis Italie	9 232	9 232
Créatis	58 015	58 015
Cofidis	158 859	158 859
Carizy	3 996	3 996
Valeur nette des écarts d'acquisition	248 002	248 002

Pour 2025, les tests de dépréciation opérés conformément au dispositif prévu en note III 4.2 de l'annexe n'ont pas conduit à constater de dépréciation complémentaire.

11 -Dettes envers les établissements de crédits (en milliers d'euros)

	31/12/2024	31/12/2025
Comptes ordinaires à vue	8 933	13 563
Comptes ordinaires à terme	16 257 554	18 812 660
Autres dettes	131 548	113 138
Total dettes envers les établissements de crédit	16 398 035	18 939 361

12 -Dettes envers la clientèle(en milliers d'euros)

	31/12/2024	31/12/2025
Comptes ordinaires	512 304	497 602
Comptes d'épargne à régime spécial	608 722	688 900
Comptes créditeurs à terme	107 605	147 091
Autres sommes dues	13 554	15 577
Total dettes envers la clientèle	1 242 186	1 349 170

	31/12/2025		
	Moins d'un an	Plus d'un an	Total
Dettes envers la clientèle	1 344 349	4 821	1 349 170

13 -Dettes représentées par un titre (en milliers d'euros)

	31/12/2024	31/12/2025
Titres de créances négociables	50 000	50 000
Emprunts obligataires	0	0
Bons de caisse et bons d'épargne	0	0

Intérêts courus	52	30
Total dettes représentées par un titre	50 052	50 030

Titres de créances négociables

Les titres de créances négociables sont des titres représentant un droit de créance pour une durée déterminée et sont négociables sur un marché réglementé ou de gré à gré. Le financement du groupe pour cette catégorie de dette se compose de :

- bons à moyen terme négociables, dont la durée est supérieure à un an,
- titres à court terme, dont la durée est inférieure à un an, tels que les certificats de dépôt.

14 - Actifs et passifs d'impôts courants et différés (en milliers d'euros)

14.1 Evolution des actifs et passifs d'impôts courants et différés

Actifs et passifs d'impôts courants :

	31/12/2024	Variation nette	31/12/2025
Actifs d'impôts courants	11 826	3 667	15 493
Passifs d'impôts courants	11 002	13 875	24 877
Actifs nets d'impôts courants	824	-10 208	-9 384

Les actifs d'impôts courants correspondent principalement à des crédits d'impôt. Les passifs correspondent au solde d'impôt sur les sociétés restant à acquitter à la clôture de l'exercice ainsi que de taxes diverses.

14.2 Origine des impôts différés

Les compensations actif/passif sont réalisées au niveau de chaque entité.

	31/12/2025		31/12/2024		31/12/2025	31/12/2024
	Actif	Passif	Actif	Passif	Net	Net
Différences temporelles	147 716	13 718	163 219	25 760	133 998	137 459
Provisions non déductibles	115 245	0	114 407	211	115 245	114 196
Organic, Participation des salariés	2 234	515	508	510	1 719	-2
Immobilisations et amortissements	87	116	0	106	-29	-106
Avantages au personnel	7 138	739	8 706	1 089	6 399	7 617
Provisions réglementées	0	1 592	0	1 592	-1 592	-1 592
Retraitements IAS 39	571	595	3 878	75	-25	3 803
Autres	22 441	10 161	35 720	22 179	12 280	13 542
Compensation actifs / passifs	-12 718	-12 718	-23 991	-23 991	0	0
Total imposition différée	134 998	1 000	139 229	1 769	133 998	137 459

15 - Comptes de régularisation et passifs divers

	31/12/2024	31/12/2025
Créditeurs divers	196 155	161 340
Obligations locatives	26 837	44 672
Dettes sociales diverses	66 664	75 633
Total passifs divers	289 656	281 645
Charges à payer	94 408	103 757
Produits constatés d'avance	5 436	7 075
Autres	98 748	108 173
Total Comptes de régularisation	198 591	219 005
Total comptes de régularisation et passifs divers	488 247	500 650

Obligations locatives	≤ 1 an	> 1 an et ≤ 3 ans	> 3 ans et ≤ 6 ans	> 6 ans et ≤ 9 ans	> 9 ans
-Immobilier	6 500 634	11 038 390	12 076 980	12 484 750	919 301
-Informatique	-	-	-	-	-
-Automobile	741 915	790 423	119 822	-	-
-Autres	-	-	-	-	-

16 - Provisions

	31/12/2024	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Non cash	Autres	31/12/2025
Engagements sociaux : retraites	36 987	4 818	-1 034	-979	-6 361	-0	33 432
Engagements sociaux : médailles du travail	1 890	437	-5	0	0	0	2 322
Risque légaux et fiscaux	0	0	0	0	0	0	0
Provision pour restructuration	0	0	0	0	0	0	0
Provisions pour risques filiales	0	0	0	0	0	0	0
Provision pour frais et risque de procédure	8 560	2 917	0	0	0	-3 691	7 786
Risques et charges divers	52 199	28 919	-13 304	0	0	3 736	71 550
Total provisions	99 637	37 091	-14 343	-979	-6 361	45	115 090

17 – Dettes subordonnées

	31/12/2024	31/12/2023
Titres subordonnés	400 000	500 000
Dettes rattachées	1 928	2 337
Total des dettes subordonnées	401 928	502 337

18- Capitaux propres**18. Composition du capital**

Le capital social de Cofidis Group d'un montant de 31 794 118.3 euros est composé de 211 960 789 actions ordinaires entièrement libérées, de même rang et d'un nominal de 0,15 euro pour une action.

19 – Synthèse des classes d'instruments financiers par catégories comptables

- au 31 décembre 2025 (en milliers d'euros)

Classes d'instruments financiers 2025	Actifs évalués à la JV par résultat (option de JV)	Actifs disponibles à la vente	Actifs détenus jusqu'à l'échéance	Prêts et créances	Instruments dérivés de couverture	Passifs au coût amorti	Total de la valeur nette comptable
Instruments de dettes	336	7 675					8 012
Prêts et créances envers les établissements de crédit				2 197 968			2 197 968
Prêts envers la clientèle				20 767 442			20 767 442
Dérivés de couverture					44 959		44 959
Dérivés							0
Autres créances							0
Actifs financiers	336	7 675	0	22 965 410	44 959	0	23 018 380
Titres de créances négociables						50 000	50 000
Emprunts obligataires						0	0
Titrisation							0
Intérêts courus						30	30
Dettes envers les établissements de crédit						18 939 361	18 939 361
Autres dettes envers les établissements de crédit							0
Dettes envers la clientèle						1 349 170	1 349 170
Autres dettes envers la clientèle							0
Passifs subordonnés						502 337	502 337
Dérivés de couverture					50 895		50 895
Dérivés							0
Emprunts et dettes financières	0	0	0	0	50 895	20 840 898	20 891 793

- au 31 décembre 2024 (en milliers d'euros)

Classes d'instruments financiers 2024	Actifs évalués à la JV par résultat (option de JV)	Titres au coût amorti	Actifs détenus jusqu'à l'échéance	Prêts et créances	Instruments dérivés de couverture	Passifs au coût amorti	Total de la valeur nette comptable
Instruments de dettes	565	10 575					11 140
Prêts et créances envers les établissements de crédit				1 058 071			1 058 071
Prêts envers la clientèle				19 053 220			19 053 220
Dérivés de couverture					57 469		57 469
Dérivés							0
Autres créances							0
Actifs financiers	565	10 575	0	20 111 292	57 469	0	20 179 901
Titres de créances négociables						50 000	50 000
Emprunts obligataires						0	0
Titrisation							0
Intérêts courus						52	52
Dettes envers les établissements de crédit						16 398 035	16 398 035
Autres dettes envers les établissements de crédit							0
Dettes envers la clientèle						1 242 186	1 242 186
Autres dettes envers la clientèle							0
Passifs subordonnés						401 928	401 928
Dérivés de couverture					96 792		96 792
Dérivés							0

Emprunts et dettes financières	0	0	0	0	96 792	18 092 201	18 188 993
---------------------------------------	----------	----------	----------	----------	---------------	-------------------	-------------------

V – Notes sur le hors-bilan consolidé**1 – Engagements de financement et de garantie**

Les concours que le groupe s'est engagé à consentir en faveur de ses clients, lorsque ceux-ci en feront la demande (dans le cadre d'ouverture de crédit permanent) s'élèvent au 31 décembre 2025 à 3 535 millions d'euros.

<i>En milliers d'euros</i>	31/12/2024	31/12/2025
Engagements de financement		
Engagements en faveur d'établissements de crédit	0	0
Engagements reçus d'établissements de crédit	5 000	5 000
Engagements en faveur de la clientèle	3 345 212	3 534 803
Engagements de garantie		
Cautions, avals, autres garanties d'ordre d'EC	0	0
Cautions, avals, autres garanties reçus d'EC	31 242	24 301
Garanties d'ordre de la clientèle	24 544	28 999
Garanties reçues de la clientèle	3 161 107	3 533 120

2 – Instruments financiers à terme

Comptablement, toutes les opérations sont prises en compte dès leur conclusion, même si la période couverte est différée.

VI – Notes sur le compte de résultat consolidé**1 – Produit net bancaire (en milliers d'euros)**

	31/12/2024	31/12/2025
Produits d'Intérêts sur les créances sur les établissements de crédit	55 255	39 080
Produits d'Intérêts sur les créances envers la clientèle	1 569 578	1 764 124
Int. & prod. ass. - Actifs fin. DALV	140	387
Produits d'Intérêts sur les dérivés de couverture	335 357	226 994
Produits d'Intérêts et assimilé	1 960 330	2 030 586
Charges d'Intérêts sur les passifs sur les établissements de crédit	680 233	540 220
Charges d'Intérêts envers la clientèle	18 113	18 266
Charges d'Intérêts dettes rep par un titre et dettes subordonnées	19 641	22 869
Charges d'Intérêts sur les dérivés de couverture	194 917	234 960
Charges d'Intérêts sur opérations de location simple	332	1 308
Charges d'Intérêts et assimilé	913 236	817 623
Commissions (Produits)	468 346	496 312
Commissions (Charges)	68 311	72 872
Gains ou pertes nets sur Commissions	400 035	423 440
Gains ou pertes nets sur portefeuilles à la JV par résultat	-385	1 599
Gains (pertes) nets sur actifs financiers au coût amorti		-150
Produits des autres activités	17 001	14 116
Charges des autres activités	10 007	8 368
Gains ou pertes nets sur Autres activités	6 994	5 748
Produit net bancaire	1 453 738	1 643 601

2 - Charges générales d'exploitation (en milliers d'euros)

	31/12/2024	31/12/2025
Charges de personnel (1)	366 049	407 936
Impôts et taxes	14 134	16 691
Autres charges d'exploitation	474 297	528 505
Total charges générales d'exploitation	854 479	953 132
<i>(1) Les charges de personnel font l'objet d'un détail en note VIII « Avantages au personnel »</i>		

3 - Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles (en milliers d'euros)

	31/12/2024	31/12/2025
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles	4 383	5 724
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	18 615	19 516
Dotation aux provisions des immobilisations corporelles	830	600
Total dotations aux amortissements et dépréciations des immobilisations	23 828	25 840

4- Coût du risque (en milliers d'euros)

	31/12/2024	31/12/2025
Dotations nettes aux dépréciations et provisions	141 804	155 621
Récupération sur créances amorties	-85 878	-83 683
Passages en perte	406 954	496 315
Coût du risque clientèle	462 880	568 253

5- Gains ou pertes nets sur autres actifs (en milliers d'euros)

	31/12/2024	31/12/2025
Produits sur cessions d'immobilisations	99	235
Moins-values de cessions sur immobilisations	-248	-82
Gains ou pertes sur autres actifs	-149	153

6 – Impôts (en milliers d'euros)**6.1 Charge d'impôt**

	31/12/2024	31/12/2025
Charge d'impôt courant	44 053	74 265
Charge d'impôt différé	2 815	-2 001
Charge d'impôt de la période	46 867	72 264

6.2 Preuve d'impôt

La réconciliation entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt inscrite au compte de résultat du Groupe se détaille comme suit (en millions d'euros) :

	31/12/2024	31/12/2025
Résultat consolidé avant impôt	113	98
<i>Taux courant d'imposition en France</i>	<i>25,83%</i>	<i>25,83%</i>
Impôt théorique au taux courant français	29,0	25,3
Effet des différences permanentes	3,9	4,0
Différences de taux d'imposition à l'étranger	4,8	5,5
Effet des actifs d'impôt non reconnus (1)	7,0	30,4
Changement de taux	1,6	0,6
Taxe sur dividende		3,8
Autres	0,4	2,6
Charge d'impôt du groupe	46,8	72,3
Taux effectif d'impôt	41,64%	73,77%
<i>(1) Il s'agit principalement des déficits non activés.</i>		

7 – Honoraires des commissaires aux comptes

	Total Honoraires	Mazars	PwC	KPMG
Certification	1 381,4	854,4	473,5	53,5
Missions accessoires (1)	157,9	108,5	45,3	4,1
Total	1 539,3	962,9	518,8	57,6
<i>dont France certif.</i>	668,3	290,9	323,9	53,5
<i>dont France SACC</i>	40,5	15,3	21,1	4,1
dont requis par les textes dont autres	40,5	15,3	21,1	4,1
<i>(1) Les missions accessoires correspondent à des attestations et des procédures convenues</i>				

VII – Information sectorielle**1 – Définition des secteurs d'activité**

Les différentes entités de Cofidis Group exercent leur activité sur un secteur d'activité unique : le crédit à la consommation auprès des particuliers. A ce titre, l'application d'IFRS 8 relative aux segments opérationnels conduit à présenter, comme pour l'exercice, la répartition par zones géographiques, qui constitue l'unique niveau d'information sectorielle.

La répartition géographique permet de faire ressortir 3 zones « France », « Europe du Sud » et « Belgique et Europe de l'Est ».

2- Information sectorielle par zone géographique : données du compte de résultat (en milliers d'euros)

Les transactions entre les pôles d'activité sont conclues à des conditions de marché et les actifs sectoriels sont déterminés à partir des éléments comptables composant le bilan de chaque pôle d'activité.

	31/12/2025			
	France	Europe du Sud	Belgique et Europe de l'Est	Total
Eléments de compte de résultat				
Produit d'intérêt	1 080 839	616 417	333 330	2 030 586
Charges d'intérêts	544 125	152 966	120 532	817 623

Produit net bancaire	833 701	558 466	251 434	1 643 601
Résultat d'exploitation	62 704	55 050	-21 377	96 376
Impôt sur les bénéfices	34 093	31 179	6 992	72 264

	31/12/2024			
	France	Europe du Sud	Belgique et Europe de l'Est	Total
Eléments de compte de résultat				
Produit d'intérêt	1 044 082	623 131	293 116	1 960 330
Charges d'intérêts	648 279	145 455	119 503	913 236
Produit net bancaire	725 684	526 598	201 455	1 453 738
Résultat d'exploitation	74 743	57 778	-19 970	112 551
Impôt sur les bénéfices	21 802	19 554	5 512	46 867

3- Information sectorielle par zone géographique : données de bilan

	31/12/2025			
	France	Europe du Sud	Belgique et Europe de l'Est	Total
Eléments bilantiels				
Prêts et créances sur la clientèle	10 695 427	7 096 666	2 975 349	20 767 442
Prêts et créances sur établissements bancaires	2 073 423	87 717	36 829	2 197 968
Total	12 768 850	7 184 382	3 012 178	22 965 410

	31/12/2024			
	France	Europe du Sud	Belgique et Europe de l'Est	Total
Eléments bilantiels				
Prêts et créances sur la clientèle	9 920 228	6 428 770	2 704 222	19 053 220
Prêts et créances sur établissements bancaires	1 029 139	-82 174	111 106	1 058 071
Total	10 949 367	6 346 597	2 815 328	20 111 292

VIII – Avantages au personnel

1 - Charges de personnel

	31/12/2024	31/12/2025
Salaires	243 864	271 911
Charges sociales	87 458	95 608
Intéressement/participation	16 309	20 303
Autres	18 419	20 114
Total frais de personnel (1)	366 049	407 936

2 - Effectif de la période

Les effectifs moyens et de clôture de l'exercice sont les suivants :

Effectif de clôture au 31 décembre 2025

	31/12/2025				31/12/2024
	Cadres	Agents	Employés	Total	Total
Femmes	926	951	2349	4226	4076
Hommes	759	434	1170	2363	2247
Total effectif à la clôture	1685	1385	3519	6589	6323

Effectif moyen au 31 décembre 2025

	31/12/2025				31/12/2024
	Cadres	Agents	Employés	Total	Total
Femmes	906	951	2320	4177	3728
Hommes	741	431	1161	2333	2069
Total effectif moyen	1648	1382	3480	6509	5797

3 - Avantages postérieurs à l'emploi - régimes à prestations définies

Sont concernées par le régime à prestations l'ensemble des entités françaises et belges. Pour les régimes principaux, une évaluation actuarielle est effectuée tous les ans. Ces régimes à prestations définies concernent les indemnités de fin de carrière.

4 - Autres avantages à long terme.

Avantages du personnel qui ne sont pas dus et versés intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice. Ces avantages concernent les médailles du travail.

5 – Hypothèses actuarielles

Les principales hypothèses actuarielles ont été déterminées pour chaque pays. Les taux utilisés pour l'estimation des obligations sont les suivants :

	31/12/2025	31/12/2024
Taux d'actualisation ouverture	3,50%	3,19%
Taux d'actualisation clôture	3,80%	3,50%
Taux attendu d'augmentation des salaires	2,70%	3,38%

6 – Rapprochement des provisions au bilan

Les variations bilantielles de la provision pour retraites et engagements assimilés constatées sont les suivantes (en milliers d'euros) :

Engagement

31/12/2024	44 201
Coût des services rendus de la période	2 448
Coût financier	1 546
Ecarts actuariels	-6 648
Païement aux bénéficiaires	-497
Autres	0
31/12/2025	41 050

Actif du régime

31/12/2024	7 214
Ecarts actuariels	-79
Rendement des actifs du régime	260
Cotisations au régime	489
Païement aux bénéficiaires	-57
Autres	0
31/12/2025	7 827

Provision

31/12/2024	36 987
Coût des services rendus de la période	2 448
Coût/Produits financier	1 286
Cotisations au régime	-489
Ecarts actuariels	-6 361
Païement aux bénéficiaires	-439
Autres	0
31/12/2025	33 432

7 – Couverture financière du régime

La couverture financière du régime peut s'analyser comme suit :

	31/12/2025	31/12/2024
Titres de dettes	6 304	6 159
Instruments de capitaux propres	523	504
Immobilier	929	549
Autres	71	2

8 - Analyse de sensibilité

La couverture financière du régime peut s'analyser comme suit :

Taux d'actualisation + 0,5 %	39 677
Taux d'actualisation - 0,5 %	42 567

9 - Rémunérations des dirigeants

Par dirigeants, nous entendons les mandataires sociaux, membres du comité exécutif du Groupe et Directeur Général des filiales et succursales du Groupe. Le montant perçu par les dirigeants sur l'exercice 2025 est de 4,9 millions d'euros.

IX – Exposition aux risques et politique de couverture

Les risques encourus par Cofidis Group sont ceux d'un établissement de crédit offrant des crédits à la consommation de type renouvelables, amortissables et des cartes de crédit, en nom propre ou via ses réseaux de partenaires.

Les opérations de crédit sont réalisées en direct via des centres de relation client ou des sites internet ainsi que par l'intermédiaire de partenariats. Des cartes bancaires et privatives sont mises à disposition des clients. Les dispositifs de contrôle interne en place se sont progressivement adaptés pour apporter des solutions satisfaisantes à la maîtrise de ces nouveaux risques encourus.

1- Risque de crédit

1.1 - Généralités sur les risques de crédit

Un risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celles-ci présentent une valeur d'inventaire positive dans les livres de la société. Pour Cofidis Group, l'essentiel du risque de crédit concerne les prêts accordés à des personnes physiques et ce risque est réparti sur un grand nombre de clients avec un engagement unitaire limité.

1.2 - Modalités de gestion du risque crédit

Les moyens mis en œuvre pour maîtriser le risque crédit client reposent notamment sur des ressources dédiées :

- aux études de risque et au pilotage des scores et règles d'acceptation,
- aux équipes opérationnelles en charge de l'acceptation et de la chaîne de traitement des impayés,
- au contrôle de gestion risque pour en assurer suivi et pilotage, et lui adosser un provisionnement adéquat.

Le dispositif de maîtrise de ce risque repose sur plusieurs outils permettant des actions préventives, correctives et stratégiques.

Le système prévisionnel repose sur :

- un système de score et de règles d'acceptation qui permet d'anticiper les comportements clients et de préserver la rentabilité future des opérations,
- le budget-plan à 3 ans, établi à la fin du troisième trimestre qui permet d'établir les objectifs stratégiques. Ce budget fait l'objet de deux extrapolations annuelles.

Cofidis Group a mis en place un système de gestion curatif en aval de cette gestion préventive du risque de crédit et a ainsi développé des chaînes de recouvrement dont l'organisation varie selon la maturité et les pratiques du marché. Ces chaînes peuvent comporter les phases et particularités suivantes : pré-recouvrement, recouvrement amiable, précontentieux, surendettement, recouvrement judiciaire. A l'issue des démarches de recouvrement menées en interne, les créances contentieuses peuvent être confiées à un prestataire externe pour gestion, ou être cédées.

La Revue Risque est réalisée mensuellement et permet de suivre l'évolution du risque client de chaque entité selon de multiples critères : indicateurs de risque précoce et plus long terme, par produit et par génération d'ouverture ; indicateurs de performance au recouvrement par strate d'impayé. Les informations collectées dans ce tableau de bord servent au suivi et à l'analyse du coût du risque, et permettent la mise en œuvre d'actions correctrices. Une synthèse est présentée en Comité des Risques Groupes.

Un reporting appelé « Les chiffres clés » informe chaque mois sur le coût du risque ainsi que son poids sur l'encours total au mois le mois. Il est réalisé par le service Contrôle de Gestion, et est diffusé aux membres du comité exécutif, aux directeurs généraux, ainsi qu'aux directeurs et chefs de service concernés.

Le système de provisionnement repose sur la définition et l'utilisation statistique de taux moyens de passage d'une catégorie d'encours impayés à une autre d'un mois à l'autre. Le calcul se base pour chaque catégorie sur l'observation statistique de l'évolution des encours impayés et des pertes réelles ou probables, pour chacun des produits.

Les systèmes de score, les règles d'acceptation et de recouvrement, ainsi que les systèmes de provisions se doivent d'être évolutifs et font l'objet de révisions ponctuelles. Ils permettent de s'assurer du fait que toutes les catégories d'encours, les évolutions du processus, les changements comportementaux ou réglementaires sont pris en compte dans le système. De la même manière, une refonte de méthode de provisionnement consiste à adapter les taux de provisionnement par catégorie d'encours aux nécessités environnementales (marchés, clients, régulateurs).

L'exposition maximale au risque de crédit supportée par le groupe au 31 décembre 2025 se détaille comme suit (en milliers d'euros) :

	31/12/2024	31/12/2025
Actifs financiers désignés à la Juste Valeur par résultat	565	336
Instruments financiers dérivés de couverture actif	57 469	44 959
Titres au coût amorti	10 575	7 675
Prêts et créances sur les établissements de crédit	1 058 071	2 197 968
Prêts et créances envers la clientèle	19 053 220	20 767 442
Autres créances	356 228	313 749
Engagements fermes de prêts	3 345 212	3 534 803
Total	23 881 341	26 866 931

Analyse des actifs en souffrance :

Un actif financier est considéré comme en souffrance lorsqu'une contrepartie n'a pas effectué un paiement à la date d'échéance contractuelle. Conformément à la norme IFRS 9 entrée en vigueur au 1er janvier 2018, la base provisionnable s'étend à l'intégralité de l'encours, réparti selon les 3 phases évoquées précédemment (Cf. § note 2).

2- Risque de contrepartie des opérations financières

Cofidis Group est exposée à un risque de contrepartie dans le cadre de la gestion des flux. Les contreparties bancaires sont régulièrement évaluées par le Groupe CRÉDIT MUTUEL ALLIANCE FÉDÉRALE. Cette évaluation se traduit par un classement selon différents statuts ainsi qu'une procédure associée qui peut conduire à la clôture de compte.

Il est à noter que les flux des sociétés françaises sont centralisés sur des comptes ouverts auprès du Groupe CRÉDIT MUTUEL ALLIANCE FÉDÉRALE et que les excédents de liquidité des entités à l'étranger sont prioritairement centralisés ou sur des comptes du Groupe CRÉDIT MUTUEL ALLIANCE FÉDÉRALE en France ou sur des comptes de sociétés liées à l'étranger.

Par ailleurs, les opérations de couverture de taux sont traitées avec le Groupe CRÉDIT MUTUEL ALLIANCE FÉDÉRALE.

Les éventuelles nouvelles contreparties bancaires doivent être autorisées par le Groupe CRÉDIT MUTUEL ALLIANCE FÉDÉRALE.

3 - Risque de taux d'intérêt global, de liquidité et de change

La Direction Trésorerie de Cofidis Group assure la gestion des risques de liquidité et de taux de l'ensemble du périmètre de Cofidis Group.

3.1 – Risque de taux d'intérêt

3.1.1 – Stratégie d'intervention Le risque de taux porte :

- sur les crédits clients à taux fixe pour lesquels la Trésorerie Centrale assure une couverture des encours en respectant les seuils d'alerte et limites fixées par la Direction ALM du CRÉDIT MUTUEL ALLIANCE FÉDÉRALE,
- sur les crédits à taux révisable pour lesquels la politique de couverture a pour but de limiter l'exposition des entités du groupe Cofidis Group à d'éventuelles hausses ou baisses de taux et leur répercussion dans un délai plus ou moins long sur les taux de la clientèle.

La stratégie de gestion du risque de taux consiste à couvrir une part significative des encours afin de ne pas subir de pincements de marges à court et moyen terme.

3.1.2 – Instruments et pratiques

Les instruments de gré à gré utilisés, négociés avec la BFCM et le CIC, sont fermes ou optionnels : swaps de taux, caps, floors et collars. L'essentiel du refinancement est à taux variable essentiellement basé sur l'Euribor et à taux variable basé sur l'Ester.

3.2 – Risque de liquidité

Cofidis Group en tant qu'établissement de crédit est structurellement emprunteur. La BFCM, qui est l'intervenant majeur sur les marchés de capitaux pour le CRÉDIT MUTUEL ALLIANCE FÉDÉRALE, prend en charge les besoins de financement d'exploitation des sociétés du Groupe Cofidis Group, permettant au Groupe de disposer de toute la liquidité nécessaire pour son activité.

Par son activité bancaire, Monabanq collecte des dépôts et de l'épargne auprès de ses clients, susceptibles de générer des excédents de liquidité. Un recyclage de ces liquidités peut être effectué en priorité au sein du Groupe Cofidis Group, ou à défaut auprès de la BFCM ; le recyclage de l'épargne contribue au refinancement des entités du Groupe Cofidis Group.

Outre la gestion quotidienne des besoins de liquidité, la Direction Trésorerie de Cofidis Group valide les besoins futurs en fonction des encours prévisionnels des produits renouvelables et amortissables et des besoins exprimés par les entités du Groupe pour le refinancement de leurs activités.

Cofidis Group n'est pas exposé aux risques de liquidité, car l'ensemble des besoins pour soutenir son activité est garanti par la Trésorerie de la BFCM.

L'échéancier de remboursement des dettes au 31 décembre 2025 se détaille comme suit (en millions d'euros) :

	31/12/2025	Moins d'un an	1 à 2 ans	2 à 5 ans	Plus de 5 ans	31/12/2024
Emprunts obligataires	0	-	-	-	-	0
Titres subordonnés	502	2	-	200	300	402
TCN	50	50	-	-	-	50
Lignes court moyen terme	18 914	8 993	4 385	4 841	695	16 377
Comptes ordinaires à vue	14	14	-	-	-	9
Total dettes	19 480	9 059	4 385	5 041	995	16 838

3.3 - Risque de change

La politique du Groupe intègre la gestion du risque de change.

Les entités empruntent en devises, éventuellement en euros convertis en devises, sans risque de change sur le capital emprunté auprès de la BFCM ou via Cofidis SA. Les achats en devises sont limités aux charges d'exploitation courante. Les positions en devises sont suivies et sont dénouées rapidement.

4 – Contrôle des opérations

Chaque fin de mois, un tableau de bord de suivi, couvrant les risques de liquidité, de taux, de change et de contrepartie est établi par chaque entité. Il permet d'exercer un contrôle formel sur la conformité des opérations traitées au cours du mois écoulé par rapport aux orientations initialement fixées.

Cofidis Group est assujéti à des limites et/ou seuils d'alerte définis en lien avec les limites globales s'appliquant au sein de Crédit Mutuel Alliance Fédérale. Sur base des événements du mois précédent, des besoins exprimés par les entités de Cofidis Group, et dans le cadre de sa réunion mensuelle, le Comité de Trésorerie Groupe revoit les programmes de liquidité et définit les besoins de couverture de chaque entité (marge de manœuvre en termes de volume et de durée, selon les conditions de marché et leurs évolutions) de façon à maintenir les indicateurs de risque dans les limites et seuils d'alerte fixés et / ou pour se mettre en conformité avec les recommandations du Comité de Suivi ALM du Crédit Mutuel Alliance. Ce comité est composé des membres de la Direction Trésorerie, de son directeur, du directeur financier de Cofidis Group et trimestriellement, du Directeur ALM Groupe de la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel. Le compte-rendu des décisions du Comité de Trésorerie est communiqué à la Direction des Risques du Crédit Mutuel Alliance Fédérale, à la Direction ALM de la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel et au Président du Directoire du groupe Cofidis Group. Les indicateurs de gestion des risques de liquidité et de taux sont communiqués et présentés trimestriellement au COMEX/Comité des Risques de Cofidis Group, et semestriellement au Comité de Suivi des Risques et d'Audit et au Conseil de Surveillance ; par ailleurs, ils sont également communiqués trimestriellement au Comité Technique ALM de Crédit Mutuel Alliance Fédérale.

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés (Exercice clos le 31 décembre 2025)

A l'assemblée générale
COFIDIS GROUP
 parc de la Haute Borne 61 Avenue Halley
 59866 Villeneuve d'Ascq CEDEX

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société COFIDIS GROUP relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et

entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité de suivi des risques et d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Point clé de l'audit : dépréciations au titre du risque de crédit

Risque identifié	Notre réponse d'audit
<p>Compte tenu de son activité d'établissement spécialisé dans le crédit à la consommation, Cofidis Group est exposé aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers.</p> <p>Conformément au volet « Dépréciations » de la norme IFRS 9, votre groupe constitue des dépréciations et provisions destinées à couvrir les risques attendus (encours en « Buckets ou Statuts 1 et 2 ») ou avérés (encours en « Bucket ou Statut 3 ») de pertes.</p> <p>Comme détaillé dans la note III.1.7 de l'annexe aux comptes consolidés, ces dépréciations sont calculées par application d'une modélisation statistique qui, à partir des flux de recouvrement et de pertes, sur la base de données historiques observées sur des portefeuilles homogènes de créances, déterminent les flux attendus sur ces créances.</p> <p>L'évaluation des pertes de crédit attendues pour les portefeuilles de prêts à la clientèle requiert l'exercice du jugement notamment pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Apprécier la dégradation significative du risque de crédit pour classer les encours en Bucket 1, Bucket 2 ou Bucket 3 ; ● Estimer le montant des pertes attendues en fonction des différents Buckets. <p>Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit ainsi que l'appréciation de l'adéquation du niveau de couverture des risques de crédit par des dépréciations constituaient un point clé de l'audit pour l'exercice 2025 étant donné que les dépréciations induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement de la direction tant dans le rattachement des encours de crédits aux différents Buckets que dans la détermination des paramètres et modalités de calculs des dépréciations pour les encours en Buckets 1, 2 et 3.</p> <p>Le stock de dépréciations sur les encours de crédits et assimilés s'élève à 2 425,6 millions d'euros dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● 395,9 millions d'euros au titre du Bucket 1 ou Statut 1 ; ● 298,3 millions d'euros au titre du Bucket 2 ou Statut 2 ; ● et 1 731,3 millions d'euros au titre du Bucket 3 ou Statut 3. <p>Pour plus de détails sur les principes comptables applicables et les expositions, se référer aux paragraphes III.1.7, III.11.3, IV.6 et VI.4 de l'annexe aux comptes consolidés.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à apprécier l'adéquation des modèles mis en œuvre avec les dispositions de la norme IFRS 9 et à apprécier la qualité des données utilisées pour déterminer les dépréciations des créances sur la clientèle. Nous avons avec l'aide de nos experts et spécialistes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Apprécie l'existence d'un dispositif de contrôle interne encadrant le classement des encours en Buckets 1, 2 ou 3 et le processus de calcul des dépréciations par Buckets ; ● Testé par sondage la classification des encours par Buckets ; ● Examiné l'existence d'une gouvernance revoyant à une fréquence appropriée la consistance des modèles de dépréciations, les paramètres utilisés pour le calcul des dépréciations, et analysant les évolutions des dépréciations au regard des normes IFRS ; ● Analysé la conformité des méthodes de calcul et modalités de calibrage avec les dispositions de la norme IFRS 9, notamment sur : <ul style="list-style-type: none"> ○ Les critères de dégradation significative du risque de crédit ; ○ Les calculs de pertes attendues (revue des modèles, des hypothèses de « Forward Looking ») ; ● Apprécie le niveau approprié de ces paramètres utilisés pour le calcul des dépréciations au 31 décembre 2025 ; ● Contrôlé les ajustements appliqués aux données calculées par ces modèles ; ● Contrôlé la prise en compte de ces modèles de calcul des dépréciations dans les systèmes d'information ; ● Réalisé des contrôles sur le dispositif informatique dans son ensemble mis en place par le Groupe avec notamment un examen des contrôles généraux informatiques, des interfaces et des contrôles embarqués au titre des données spécifiques visant à traiter l'information relative à IFRS 9 ; ● Apprécie la pertinence de l'information détaillée en annexe requise par la norme IFRS 9 au titre du volet « Dépréciations » au 31 décembre 2025.

Point clé de l'audit : Risque juridique et de conformité Cofidis Espagne

Risque identifié	Notre réponse d'audit
<p>Cofidis Espagne fait l'objet de procédures de réclamations judiciaires ou amiables de la part de clients telles que présentées notamment dans la note II-2 de l'annexe aux comptes consolidés.</p> <p>Le montant des provisions comptabilisées au titre de ces litiges clients nécessite par nature l'utilisation de jugement, en raison de la difficulté à estimer le dénouement des procédures qui se caractérisent par des incertitudes quant à</p>	<p>Nous avons pris connaissance du processus d'évaluation des risques et du contrôle interne associés à ces procédures et de constitution des provisions visant à les couvrir notamment en procédant à des échanges avec la direction et plus particulièrement la direction du contrôle de gestion du groupe et les directions générale, juridique et financière de la succursale par l'intermédiaire des auditeurs locaux.</p>

<p>leurs modalités de résolution.</p> <p>Compte tenu de la sensibilité de l'évaluation des provisions à cette hypothèse, celle-ci comporte un risque important d'anomalies significatives dans les comptes consolidés et constitue de ce fait un point clé de l'audit pour l'exercice 2025.</p> <p>Au 31 décembre 2025, une provision visant à couvrir les risques associés aux réclamations des clients de Cofidis Espagne est comptabilisée à hauteur de 59,1 M€ au sein du poste « provisions ».</p> <p>Pour plus de détails sur ces opérations et les principes comptables appliqués, se référer aux paragraphes II-2, III-5, III-11.4 et IV-16 de l'annexe aux comptes consolidés.</p>	<p>Nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ● prendre connaissance des éléments de suivi des réclamations et de leur dénouement mis à notre disposition par l'entité ; ● tester la qualité des données sous-jacentes aux évaluations et hypothèses retenues par la direction de la société ; ● apprécier le bien-fondé des hypothèses utilisées pour la détermination des provisions à partir des informations disponibles ; ● apprécier, en conséquence, le niveau des provisions comptabilisées au 31 décembre 2025 ; ● vérifier l'information financière fournie dans les notes annexes aux comptes consolidés relatives à ces opérations.
---	---

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société COFIDIS GROUP par votre assemblée générale du 26 mai 2020 pour le cabinet Forvis Mazars et du 14 septembre 2012 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit.

Au 31 décembre 2025, le cabinet Forvis Mazars était dans la 6ème année de sa mission sans interruption et le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit dans la 14ème année sans interruption.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité de suivi des risques et d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au Comité de suivi des risques et d'audit

Nous remettons au Comité de suivi des risques et d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité de suivi des risques et d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité de suivi des risques et d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité de suivi des risques et d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Levallois-Perret, le 11 mai 2026

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

Alexandre Decrand
Associé

FORVIS MAZARS SA

Alexandra Kritchmar
Associée

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est disponible à tout public au siège social de Cofidis Group situé Parc de la Haute Borne, 61 avenue Halley, 59866 Villeneuve-d'Ascq Cedex.